

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 938

11 avril 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|--|-------|--|-------|
| Blue Marlin Enterprise S.à r.l. | 44978 | Pinnacle Topco & Cy S.C.A. | 44984 |
| Chemtrade Luxembourg S.à r.l. | 44978 | Q 207 GP S.à r.l. | 44980 |
| Chemtrade Luxembourg S.à r.l. | 44978 | Real Estate Europe | 44981 |
| China Merchants (Luxembourg) S.à r.l. .. | 44978 | REO Sanaderm, S. à r.l. | 44981 |
| Classic Sienna S.à r.l. SPF | 45010 | REO Stettin S. à r.l. | 44982 |
| Commercial Estate Investments (C.E.I.) S.A. | 44978 | REO Yarovche, S.à r.l. | 44982 |
| Credit Suisse Virtuoso SICAV - SIF | 44988 | Samir S.A. | 44980 |
| Discovery Luxembourg 1 S.à r.l. | 45018 | Scaht Société Civile | 44979 |
| Discovery Luxembourg 4 S.à r.l. | 45020 | SDG Investments S.à r.l. | 44980 |
| Entertainment Capital Holdings S.à r.l. .. | 44985 | Serco Luxembourg S.A. | 44982 |
| IAC Canada Holdings LUX S.à r.l. | 45022 | Société Européenne pour le Financement d'Initiatives Textiles S.A. | 44983 |
| Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l. | 44998 | Specialized Investment Management Sicav - SIF | 45024 |
| Mayan & Co. S.à r.l. | 44984 | Steinmetz Diamond Group (Luxembourg) S.à r.l. | 44981 |
| Parfix S.A. | 44983 | Sterling Testing S.à r.l. | 44979 |
| Parimmo SA | 44983 | Structured Solutions | 44979 |
| Parimmo SA | 44984 | TD Bank International S.A. | 45024 |
| Pierrot, S.A. SPF | 44984 | | |

China Merchants (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 174.689.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 21 janvier 2014:

1. Acceptation avec effet immédiat de la démission de Monsieur ZHANG Rizhong en tant que gérant de catégorie A;
2. Nomination avec effet immédiat et pour une durée illimitée de Monsieur LAM Yuk Lau, né à Hong Kong (République populaire de Chine) le 22 juillet 1963, résidant au Flat H, 17th Floor, Block 6, Laguna City, Kowloon, Hong Kong (République populaire de Chine), en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014025888/17.

(140031092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Commercial Estate Investments (C.E.I.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 115.474.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue de manière extraordinaire à la date du 10 février 2014, que les mandats des administrateurs Mme Nicole Reinert, M. Marcel Recking et M. Ahti Vilppula ainsi que le mandat du commissaire aux comptes Juria Consulting S.A., ont été renouvelés et prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2013.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Pour avis et extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014025892/15.

(140031460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

**Chemtrade Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chemtrade Luxembourg S.à r.l.).**

Capital social: EUR 2.766.570,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 183.212.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue à Luxembourg en date du 17 janvier 2014

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 61, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} février 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014025887/13.

(140031625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Blue Marlin Enterprise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 171.297.

—
Ich, Unterzeichner, Heinz Dieter Merz, kündige hiermit den Sitz der Gesellschaft (Rue Belle-Vue 12, L-7516 Rollingen-Mersch) „Blue Marlin Enterprise S.à. r.l.“ (B-171297) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 19. Februar 2014.

Heinz Dieter Merz.

Référence de publication: 2014026421/9.

(140031384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Structured Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 150.669.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentliche Generalversammlung der Structured Solutions die am 28. Januar 2014 in Luxembourg stattfand:

1. Die Generalversammlung beschließt, die folgenden Personen bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Structured Solutions für das am 30. September 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, wieder zum Verwaltungsrat zu ernennen:

- Stefan Schneider (Verwaltungsratsvorsitzender)
- Steffen Scheuble (Verwaltungsratsmitglied)
- Marie-Anne van den Berg (Verwaltungsratsmitglied)

2. Die Ordentliche Generalversammlung beschließt den Wirtschaftsprüfer, KPMG Luxembourg S.à.r.l., wieder zum Wirtschaftsprüfer der Structured Solutions bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Structured Solutions für das am 30. September 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Februar 2014.

Für Structured Solutions

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2014026310/23.

(140031744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Sterling Testing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 201.601,71.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 158.005.

EXTRAIT

Il est à noter que l'adresse de Monsieur Michael Janssen, associé de la Société, est désormais 20345 Ellen Drive, Livonia, MI 48152, États-Unis d'Amérique.

Il est à noter que l'adresse de Monsieur Joshua Gregg, associé de la Société, est désormais 1144 Katella Street, Laguna Beach, CA 92651, États-Unis d'Amérique.

Il est à noter que l'adresse de Monsieur Matthew White, associé de la Société, est désormais Park Farm Byre, Kennington Road 1, Radley, Oxon OX14 2JW, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Sterling Testing S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014026309/19.

(140031779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Scaht Société Civile, Société Civile.

Siège social: L-9554 Wiltz, 31, rue du Pont.
R.C.S. Luxembourg E 2.929.

Extrait des décisions collectives des associés en date du 24 octobre 2013

Les associés acceptent la démission de Monsieur Francis HOFFMANN, prénommé, de son poste de gérant de la société pour son mandat au cours de l'exercice sous revue

Pour extrait conforme

Les associés

Référence de publication: 2014026316/12.

(140031770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Samir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 52.890.

—
EXTRAIT

En date du 10 février 2014, l'actionnaire unique a pris la résolution suivante:

- Le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg à sa nouvelle adresse au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014026311/13.

(140031218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

SDG Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 136.674.

—
Par résolutions prises en date du 12 novembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Fabio Mazzoni, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Chafai Baihat, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013;

3. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013;

4. Acceptation de la démission de Sandra Merloni-Horemans, avec adresse professionnelle au 25, Voie des Traz, 1211 Genève, Suisse, de son mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013;

5. Transfert du siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg avec effet au 13 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026319/21.

(140031455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Q 207 GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 166.095.

—
En date du 12 Février 2014, l'associé a pris les décisions suivantes:

1. L'acceptation de la démission de Monsieur Félix Benedikt de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 janvier 2014;

2. Election du nouveau gérant, à compter du 1^{er} février 2014, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020:

- Monsieur Lars Thomas, né le 11 mars 1973, à Düsseldorf, en Allemagne, ayant pour adresse professionnelle 14, Boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Q 207 GP S.à r.l
TMF Luxembourg S.A
Signatures
Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014026265/20.

(140031584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Real Estate Europe, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 179.256.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 14 février 2014

L'Associé unique de la société a pris les décisions suivantes:

- Nomination de Madame Sophie BATARDY, née le 22 janvier 1963 à Lille (France), demeurant professionnellement 681, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, aux fonctions de gérante de la société, avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

- La société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Référence de publication: 2014026268/14.

(140031489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Sanaderm, S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 131.934.

En date du 28 janvier 2014, l'associé unique de la société REO Sanaderm S.à.r.l. a pris les décisions suivantes:

Le mandat de Monsieur Roald Albrigtsen demeurant à 1412 Sofiemyr, Norvège, 32 Einerveien, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Morten Kampli demeurant à 0587 Oslo, Norvège, 14A Kolderupsvei, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Marcus Kruus demeurant professionnellement à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Monsieur Luis Betancourt Oteyza demeurant à Caracas, Venezuela, Avenida Aristedes Calvani, 10 Residencias Mi Guarimba, Urbanización Los Chorros, Qta. La Madriguera, Caracas 1071, Venezuela, est nommé gérant pour une période de 5 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Sanaderm S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014026283/21.

(140031376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Steinmetz Diamond Group (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 111.712.

Par résolutions prises en date du 12 novembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Fabio Mazzoni, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Chafai Baihat, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013;

3. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 13 novembre 2013;

4. Transfert du siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg avec effet au 13 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026308/19.

(140031445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Yarovche, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 133.644.

En date du 28 janvier 2014, l'associé unique de la société REO Yarovche S.à.r.l. a pris les décisions suivantes:

Le mandat de Monsieur Roald Albrigtsen demeurant à 1412 Sofiemyr, Norvège, 32 Einerveien, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Morten Kampli demeurant à 0587 Oslo, Norvège, 14A Kolderupsvei, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Marcus Kruus demeurant professionnellement à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Monsieur Luis Betancourt Oteyza demeurant à Caracas, Venezuela, Avenida Aristedes Calvani, 10 Residencias Mi Guarimba, Urbanización Los Chorros, Qta. La Madriguera, Caracas 1071, Venezuela, est nommé gérant pour une période de 5 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Yarovche S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014026287/21.

(140031378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Stettin S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 131.932.

En date du 28 janvier 2014, l'associé unique de la société REO Stettin S.à.r.l. a pris les décisions suivantes:

Le mandat de Monsieur Roald Albrigtsen demeurant à 1412 Sofiemyr, Norvège, 32 Einerveien, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Morten Kampli demeurant à 0587 Oslo, Norvège, 14A Kolderupsvei, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Le mandat de Monsieur Marcus Kruus demeurant professionnellement à L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck, est renouvelé pour une période de 5 ans.

Monsieur Luis Betancourt Oteyza demeurant à Caracas, Venezuela, Avenida Aristedes Calvani, 10 Residencias Mi Guarimba, Urbanización Los Chorros, Qta. La Madriguera, Caracas 1071, Venezuela, est nommé gérant pour une période de 5 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2014.

REO Stettin S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014026285/21.

(140031380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Sercu Luxembourg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 48.506.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 28 juin 2013

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société tenue en date du 28 juin 2013 que:

La démission de Monsieur Simon Morton de son poste d'administrateur de la société a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026321/12.

(140031660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Parfix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 64.384.

—
Extrait de délibérations adoptées par l'assemblée générale ordinaire ou par le conseil d'administration tenus le 09 mai 2013

L'assemblée renouvelle Monsieur Jean-Luc JOURDAN et Madame Madeleine SIMEON aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Marie BONDIOLI arrivé à échéance.

L'assemblée nomme la société THE MANDATORY SERVICES S.A. avec siège social à Via España and Elvira Mendez Street, Delta Tower, 14th floor, Panama, République de Panama, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019; son représentant permanent est Monsieur Jean-Luc JOURDAN, demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

L'assemblée renouvelle la société GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. aux fonctions de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

Le conseil d'administration renouvelle Monsieur Jean-Luc JOURDAN aux fonctions de Président du conseil d'administration et d'administrateur délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

En sa qualité d'administrateur délégué, Monsieur Jean-Luc JOURDAN aura tous pouvoirs de signature individuelle dans le cadre de la gestion journalière ainsi que dans tous les rapports de la société avec les banques.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014026241/23.

(140031365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Parimmo SA, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 133.952.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 octobre 2012

Suite au souhait de Madame Christelle PIETTE de démissionner de son poste, l'Assemblée nomme en remplacement à ce poste à compter du 16 octobre 2012 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014:

- Madame Anna-Maria GENCO, née le 26 novembre 1969, à Briey (France) et demeurant professionnellement au 117 avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg

Le Mandataire

Référence de publication: 2014026243/14.

(140031637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

S.E.F.I.T. S.A., Société Européenne pour le Financement d'Initiatives Textiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 52.995.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les actionnaires de la Société en date du 17 février 2014 que:

1. La démission de la société HRT Révision S.A. en tant que Commissaire de la Société est acceptée;
2. la société HRT Révision S.A., ayant son siège social au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, est nommée en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé, avec effet au 12 décembre 2013;
3. le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014026331/17.

(140031348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Pinnacle Topco & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 169.198.

Il résulte d'une décision des associés de la Société en date du 18 février 2014:

De nommer avec effet au 04 novembre 2013 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019, Monsieur Ihab Magdy TOMA, né le 23 février 1963 au Caire, Egypte, résidant au 16, Parc Château Banquet, CH-1202 Genève, Suisse, en tant que Commissaire du Conseil de surveillance de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014026233/13.

(140031712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Pierrot, S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.887.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 14 février 2014

- Monsieur Christian KNAUFF, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, est nommé représentant permanent de Lux Business Management S.à.r.l. en remplacement de Monsieur Gerard VAN HUNEN qui occupait jusqu'alors cette fonction.

Luxembourg, le 14 février 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014026232/15.

(140031790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Parimmo SA, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 133.952.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 avril 2012

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 3 avril 2012:

Que l'Assemblée a décidé de renouveler les mandats jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014 de:

- Monsieur Michel THIBAL, demeurant à L-9233 Diekirch, 12, avenue de la Gare au poste d'Administrateur et de délégué à la gestion journalière

- Monsieur Sébastien THIBAL, demeurant professionnellement 117, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, au poste d'Administrateur

Le Mandataire

Référence de publication: 2014026242/16.

(140031526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Mayan & Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 10, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.501.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre note de ma décision de démissionner de mes fonctions de gérante de la société.

Le 2 Janvier 2014.

Noura LAJNEF.

Référence de publication: 2014026184/10.

(140031135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Entertainment Capital Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 14.500.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 180.844.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of December.

Before the undersigned, Francis Kessler, a notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lions Gate Entertainment Corp., a corporation incorporated and organized under the laws of British Columbia, Canada, having its registered office at 2200 - 1055 West Hastings Street, Vancouver, British Columbia V6E 2E9 and registered under number BC0720538,

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party declares being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Entertainment Capital Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B180844 (the Company). The Company was incorporated on October 1, 2013 pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2972 on November 25, 2013. The Company's articles of association (the Articles) have been amended for the last time by a deed drawn up by the undersigned notary on October 17, 2013, in the process of publication with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all of the shares in the share capital of the Company.

II. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two million United States Dollars (USD 2,000,000.00) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twelve million five hundred thousand United States Dollars (USD 12,500,000.00), to the amount of fourteen million five hundred thousand United States Dollars (USD 14,500,000.00), by way of the issuance, with a total share premium of one hundred ninety-eight million United States Dollars (USD 198,000,000.00), of two million (2,000,000) Class 2 MRPS, having a par value of one United States Dollar (USD 1.00.) each.

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe to two million (2,000,000) Class 2 MRPS having a par value of one United States Dollar (USD 1.00.) each and to fully pay up such Class 2 MRPS by a contribution in kind consisting of two hundred (200) class B shares the Sole Shareholder holds in Lions Gate Entertainment Inc., having its registered office at 2700 Colorado Avenue, Suite 200, Santa Monica, California, 90404 (the Contribution).

The Contribution in an aggregate amount of two hundred million United States Dollars (USD 200,000,000.00), from the Sole Shareholder to the Company is to be allocated as follows:

(a) two million United States Dollars (USD 2,000,000.00) to the MRPS share capital account of the Company; and

(b) one hundred ninety-eight million United States Dollars (USD 198,000,000.00) to the Class 2 MRPS Share Premium Reserve Account as defined in the Articles.

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney in fact declared that the Contribution contributed in kind is free of any lien; and that there exist no impediments to its free transferability to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

Proof of the ownership by the Sole Shareholder of the Contribution has been given.

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney in fact further declared that the value of the Contribution has been certified by a certificate dated as of the date of the Contribution issued by the management of the Company, on the basis of a pro forma balance sheet of the Sole Shareholder dated as per November 22, 2013, which certificate will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend articles 5.1, 5.2, 5.3 and 5.10 of the Articles, so that they read henceforth as follows:

“II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is represented by four million (4,000,000) ordinary shares (the Ordinary Shares), having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.00) each, all in registered form, all subscribed and fully paid up. The holder(s) of Ordinary Shares are hereinafter referred to as an Ordinary Shareholder and collectively as the Ordinary Shareholders.

5.2. The share capital is also represented by four million five hundred thousand (4,500,000) class 1 mandatory redeemable preferred shares (the Class 1 MRPS), five million five hundred thousand (5,500,000) class 2 mandatory redeemable preferred shares (the Class 2 MRPS), and five hundred thousand (500,000) class 3 mandatory redeemable preferred shares (the Class 3 MRPS; and together with the Class 1 MRPS and the Class 2 MRPS, the MRPS, and together with the Ordinary Shares, the Shares), having a nominal value of one United States Dollars (USD 1.00) each, all in registered form, all subscribed and fully paid up. The holder(s) of Class 1 MRPS, Class 2 MRPS, Class 3 MRPS are hereinafter referred to as an MRPS Shareholder and collectively as the MRPS Shareholders.

5.3. The entire share capital thus amounts to fourteen million five hundred thousand United States Dollars (USD 14,500,000.00).

5.10. The holder(s) of Class 1 MRPS and Class 2 MRPS, in consideration of a redemption or acquisition of such Class of MRPS by the Company under this article 5 shall be entitled to receive an amount (in cash or kind (which may be by the issuance of other shares of the Company)) which is the lower of (i) the original amount of the par value of the MRPS of such Class including any share premium attached to such Class of MRPS plus the cumulative Coupon as per the date of redemption as shown in the MRPS Profit Account of that Class and (ii) the sum of (a) the fair market value of the respective MRPS Investment and accrued interest of that Class as per the date of redemption and (b) the lower of the USD equivalent of EUR 2,000,000 or one per cent (1%) of the original amount of the par value of the MRPS and share premium at the time of issuance of such Class of MRPS.”

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Esch-sur-Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sixième jour de décembre.

Par devant le soussigné, Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lions Gate Entertainment Corp., une société constituée et organisée selon les lois de la Colombie-Britannique, dont le siège social est établi au 2200 - 1055 West Hastings Street, Vancouver, Colombie-Britannique V6E 2E9 et immatriculée sous le numéro BC0720538,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante déclare être l'associé unique (l'Associé Unique) de Entertainment Capital Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180844 (la Société). La Société a été constituée le 1^{er} octobre 2013 suivant un acte du notaire instrumentant, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2972 le 25 novembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant le 17 octobre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.
- II. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de deux millions dollars américains (USD 2.000.000) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze millions cinq cent mille dollars américains (USD 12.500.000) à quatorze millions cinq cent mille dollars américains (USD 14.500.000), par voie d'émission, avec une prime d'émission totale de cent quatre-vingt-dix-huit millions de dollars américains (USD 198.000.000), de deux millions (2.000.000) PSPOR de Classe 2, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

L'Associé Unique décide d'accepter et enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Intervention - Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare souscrire à deux millions (2.000.000) PSPOR de Classe 2 ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune et de les libérer intégralement par un apport en nature consistant en deux cents (200) actions de classe B que l'Associé Unique détient envers Lions Gate Entertainment Inc., dont le siège social est établi au 2700 Colorado Avenue, Suite 200, Santa Monica, Californie, 90404 (l'Apport).

L'Apport d'un montant total de deux cent millions de dollars américains (USD 200.000.000) de l'Associé Unique à la Société sera affecté comme suit:

- (a) deux millions de dollars américains (USD 2.000.000) au compte de capital social PSPOR de la Société; et
- (b) cent quatre-vingt-dix-huit millions de dollars américains (USD 198.000.000) au Compte de Réserve de Prime d'Emission PSPOR de Classe 2 tel que défini dans les Statuts.

L'Associé Unique, agissant par l'intermédiaire de son mandataire a déclaré que l'Apport apporté à la Société est libre de tout privilège et qu'il n'existe aucun obstacle à sa libre cessibilité à la Société et que des instructions valables ont été données pour entreprendre toutes les notifications, enregistrements et autres formalités nécessaires pour effectuer le transfert valable de l'Apport à la Société.

La preuve de propriété par l'Associé Unique de l'Apport a été fournie.

L'Associé Unique, agissant par l'intermédiaire de son mandataire a déclaré que la valeur de l'Apport a été certifiée par un certificat daté à la date de l'Apport émis par la gérance de la Société sur la base d'un bilan pro forma de l'Associé Unique daté du 22 novembre 2013, lequel certificat restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier les articles 5.1, 5.2 et 5.3 des Statuts, de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

“II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est représenté par quatre millions (4.000.000) de parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, toutes sous forme nominative, souscrites et entièrement libérées. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires sont dénommés un Associé Ordinaire et ensemble les Associés Ordinaires.

5.2. Le capital social est également représenté par quatre millions cinq cent mille (4.500.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de classe 1 (les PSPOR de Classe 1), cinq millions cinq cent mille (5.500.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de classe 2 (les PSPOR de Classe 2), et cinq cent mille (500.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables de classe 3 (les PSPOR de Classe 3 et avec les PSPOR de Classe 1 et les PSPOR de Classe 2, les PSPOR et avec les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, toutes sous forme nominative, souscrites et entièrement libérées. Le(s) détenteur(s) des PSPOR de Classe 1, PSPOR de Classe 2 et PSPOR de Classe 3 sont dénommés un Associé PSPOR et ensemble les Associés PSPOR.

5.3. L'entièreté du capital social s'élève à quatorze millions cinq cent mille dollars américains (USD 14.500.000).

5.10. Le(s) détenteur(s) des PSPOR de Classe 1 et des PSPOR de Classe 2, en contrepartie d'un rachat ou de l'acquisition de ladite classe PSPOR par la Société sous le présent article 5, doit recevoir un montant (en numéraire ou en nature (qui peut être l'émission d'autres parts sociales de la Société)) inférieur (i) au montant initial de la valeur nominale des PSPOR de ladite Classe notamment toute prime d'émission reliée à ladite Classe de PSPOR additionné du Coupon cumulatif à la date de rachat tel que démontré dans le Compte de Profit PSPOR de cette Classe et (ii) la somme de (a) la juste valeur marchande de l'Investissement PSPOR et des intérêts cumulés de ladite Classe à la date de rachat et (b)

l'équivalent en USD le plus faible de EUR 2.000.000 ou un pour cent (1%) du montant original de la valeur nominale des PSPOR et de la prime d'émission au moment de l'émission de ladite Classe de PSPOR."

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

En foi de quoi le présent acte notarié est passé à Esch-sur-Alzette, à la date et année qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16578. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014022659/183.

(140027122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

Credit Suisse Virtuoso SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 126.910.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of the month of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CREDIT SUISSE VIRTUOSO SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated pursuant to a notarial deed dated 23 March 2007 drawn up by Me Paul BETTINGEN, notary then residing in Niederanven, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1141 of 13 June 2007, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 126 910, and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company").

The Meeting elected as chairman Mr. Rudolf KOEMEN, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Jacqueline SIEBENALLER, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Meeting elects as scrutineer Ms. Elizabete MACHADO, Assistant Vice President, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Restatement of the Articles of Incorporation of the Company in the context of the AIFMD requirements;
2. Ratification of the appointment of Mr. Josef H.M. HEHENKAMP as board member of the Company,
3. Appointment of Mr. Dominique DÉLÈZE as new board member of the Company.

II. The shareholder present or represented, the proxy of the represented shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed ne varietur by the proxy-holders of the represented shareholder, by the bureau of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 6 December 2013 to the registered shareholders.

IV. The first resolution on the agenda requires a quorum of 50% of the share capital of the Company and may only be validly take if approved by at least 2/3 of the votes cast, resolutions two and three on the agenda may be passed without a quorum of presence, by a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

V. It appears from the attendance list that, all 43'331.98 shares in issue as at 17 December 2013 are present or represented and that they represent 100% of the share capital of the Company.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After approval of the statements of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

First resolution

The Meeting RESOLVES to restate the articles of incorporation, in the context of the AIFMD requirements, and which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Name. It is hereby established among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” set up under the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds, under the name of Credit Suisse Virtuoso SICAV-SIF (the “Corporation”) which will designate an alternative investment fund manager (the “AIFM”), licenced under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers as amended (the “Law of 12 July 2013”), to assist it in the performance of certain duties in accordance with the Law of 12 July 2013, as determined from time to time.

Art. 2. Duration. The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

Art. 3. Object. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in any investments permitted by the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds, as amended (hereinafter referred to as, the “Law of 13 February 2007”) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operations that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 13 February 2007.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Corporation (the “Board of Directors”).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital and Ownership of Shares. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at the time of establishment amount to twenty-five thousand Pound Sterling (GBP 25,000). Thereafter, the capital of the Corporation will at all times be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 20 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be at least the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) to be reached within a period of 12 months following the authorization of the Corporation.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares at any time in accordance with the Law of 13 February 2007 and Article 22. The Board of Directors may delegate to any duly authorized director (the “Director”) or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in subfunds or pools of assets established pursuant to Article 20 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by the Law of 13 February 2007 corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units of other undertakings for collective investments as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each subfund (the “Subfund”).

The Board of Directors may further decide, in connection with each such Subfund or pool of assets to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the assets and liabilities of the Subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in GBP respectively, they shall be converted into GBP respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Shares are issued in registered form. The Board of Directors reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Subscription applications shall be submitted to the persons in the manner and within the time period specified in the Offering Memorandum. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 22 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain confirmation of his shareholding.

Shares may be held via collective depositories, which may be participating in the clearing systems specified in the Offering Memorandum, or may be held by shareholders directly in a registered account kept for the Corporation and its shareholders by the central administration.

If applicable, payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their address in the register of shareholders (the "Register of Shareholders").

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Corporation, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Corporation or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of registered shares shall be reserved to investors qualifying as 'well informed investors' within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007 only. Further, transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time. If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Board of Directors shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 6. Restrictions of ownership. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body. In general terms, the shares of the Corporation shall be reserved to 'well informed investors' within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007.

Also, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any U.S. person, as defined hereafter, or any person who is holding shares in breach of any legal or regulatory requirement or whose holding would affect the tax status of the Corporation or would otherwise be detrimental to the Corporation or its shareholders, (hereafter defined all together (including all those investors that do not fulfil the criteria of article 2 of the Law of 13 February 2007) as "restricted persons"), and for such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a restricted person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in restricted persons and

c) where it appears to the Corporation that any restricted person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which such shares specified in any purchase notice is to be purchased (herein called "the purchase price"), shall be equal to the redemption price of shares in the Corporation, determined in accordance with Article 18 hereof.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares

specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) Decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Corporation.

Art. 7. U.S. Person. Whenever used in these Articles, “U.S. person”, subject to such applicable law and to such changes as the Board of Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia (“United States”) (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political subdivision thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term “U.S. person” shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended.

Art. 8. Powers of shareholders meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 9. Shareholders meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Wednesday of April of each year at 3.00 p.m. (Central European Time). If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Notices and agenda. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share (the “Net Asset Value”) within its class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder’s address in the Register of Shareholders.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice of publication.

Art. 11. Board of Directors. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 12. Procedures of Board Meeting. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at all meetings of the Board of Directors. But in his absence or inability to act, the shareholders or the Directors may appoint another

Director or any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

Art. 13. Powers of the Board Meeting. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy pursuant to the Law of 13 February 2007 and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation.

Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Corporation, including a general manager, any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Corporation or to other contracting parties.

Furthermore, the Board of Directors may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Corporation.

The Board of Directors may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, facsimile or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the day set for such meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action be taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or facsimile or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any Director may act at any duly convened meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or facsimile another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors by using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A Director attending a meeting of Board of Directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of Board of Directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent Circular Resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular Resolution shall be the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 14. Minutes of the Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 15. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the Directors or officers of the Corporation is

interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Corporation who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT SUISSE GROUP, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 16. Indemnity. The Corporation may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

Art. 17. Signatory Powers. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Audit. The Corporation shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises") who shall carry out the duties prescribed by law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders. His mandate will remain valid until his successor has been elected.

Art. 19. Redemption of shares. As more specifically described below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

A shareholder of the Corporation may request the Corporation to redeem all or any part of his shares of the Corporation by notification to be received by the Corporation or to any other duly authorized person as further specified in the Offering Memorandum prior to the date as defined by the Board of Directors from time to time and to be published in the Offering Memorandum of the Corporation, on which the applicable Net Asset Value shall be determined. In the event of such request, the Corporation will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 20 hereof. Shares of the capital stock of the corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article 20 hereof. There may be deducted from the Net Asset Value a redemption charge, or any deferred sales charge payable to a distributor of shares of the Corporation and an estimated amount representing the costs and expenses which the Corporation would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant pool to meet redemption requests of such size, as contemplated in the Offering Memorandum of the Corporation. Payments of the redemption proceeds will be made within the period and in the manner specified in the Offering Memorandum.

Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Corporation in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Corporation in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the Offering Memorandum of the Corporation.

If a redemption of some shares of a class would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum holding as the Board of Directors shall determine from time to time, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, the Corporation may, without further notice to the shareholder, treat such redemption application as though it were an application for the redemption of all shares of that class held by the shareholder.

Further, the Corporation is entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder where any of the representations and warranties made in connection with the acquisition of the shares was not true or has ceased to be true or the holding by such shareholder in a particular share class has fallen below the minimum investment and holding requirement or such shareholder fails to comply with any other applicable eligibility condition for that share class. The Corporation is also entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder in any other circumstances in which the Board of Directors determines in its absolute discretion that such compulsory redemption would avoid material legal, regulatory, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Corporation, including but not limited to the cases where such shares are held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares or who fail to comply with any obligations associated with the holding of these shares under the applicable regulations.

In the case of very large redemption applications, the Corporation may decide to defer payment until it has sold corresponding assets without undue delay. Where such a measure is necessary, all redemption applications received on the same day shall be settled at the same price.

Further, the Corporation may apply tools and arrangements necessary to handle illiquid assets in order to respond to redemption requests. In particular, the Corporation may apply gates and side pockets. Whether such arrangements may be applied is specified in the Offering Memorandum. However, under exceptional circumstances and if in the interest of the relevant Subfund and its shareholders, the Board of Directors may decide to apply gates and side pockets on an ad-hoc basis, although the possibility to use such arrangements is not provided for in the Offering Memorandum. Should the Corporation consider it necessary to apply any such tool or arrangement, investors applying for or who have already applied for redemption of shares in the respective Subfund shall be notified, in accordance with the Offering Memorandum, of the application without delay so that they are given the opportunity to withdraw their application.

The Corporation may in its absolute discretion mandatorily redeem any holding of a class of shares with a value of less than the minimum holding for that class of shares to be determined from time to time by the Board of Directors and to be published in the Offering Memorandum of the Corporation a being the minimum subscription amount for the class of shares concerned, or, in the case of a shareholder for whom the minimum subscription amount was waived, any holding of a class of shares with a value of less than aggregate value of shares of the relevant class, for which the shareholder originally subscribed.

Art. 20. Conversion of Shares. As more specifically described below, the Corporation has the power to convert its own shares into shares of the same class in another Subfund or into another class in the same or another Subfund at any time within the sole limitations set forth by Luxembourg law.

If specifically authorized by the Corporation in the Offering Memorandum, holders of a particular class of shares of a Subfund may at any time convert some or all of their shares into shares of the same class in another Subfund or into another class in the same or another Subfund, provided this satisfies the requirements as specified in the Offering Memorandum for the class of shares into which such shares are converted. The fee charged for such conversions shall be specified in the Offering Memorandum.

Unless stated otherwise in the Offering Memorandum, conversion applications must be completed and received in the same manner (including as to deadlines for acceptance) as for subscription and redemption of shares.

Where processing an application for the conversion of shares would result in the relevant investor's holding in a particular class of shares falling below the minimum holding requirement for that class set out in the Offering Memorandum, the Corporation may, without further notice to the investor, treat such conversion application as though it were an application for the conversion of all shares held by the investor in that class of shares.

Where shares denominated in one currency are converted into shares denominated in another currency, the fees and exchange commission incurred are taken into consideration and deducted.

Art. 21. Calculation of Net Asset Value. For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price thereof, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined in respect of each class of shares by the Corporation from time to time as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day") by the central administration under the responsibility of the AIFM.

Only full banking days shall be considered as Valuation Day if not otherwise stipulated in the Offering Memorandum. In any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday as stated in the Offering Memorandum or in any other place to be determined by the Board of Directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

Unless otherwise stated in the Offering Memorandum or otherwise decided upon by the Board of Directors, the Net Asset Value of shares of each Subfund in the Corporation shall be expressed as a per share figure in the reference currency of the relevant Subfund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation attributable to individual share classes, being the value of the assets of the Corporation attributable to such share class, less its liabilities attributable to such share class at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant class then outstanding.

The Net Asset Value of an alternate currency class (the Alternate Currency Class") shall be calculated first in the reference currency of the relevant Subfund. Calculation of the Net Asset Value shall be carried out in accordance with the provisions of Offering Memorandum.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the board of directors of the AIFM or by any bank, corporation or other organization which the AIFM or the Corporation may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

Unless otherwise set forth in the Offering Memorandum, the value of such assets of each Subfund shall be valued as follows:

a) Securities which are listed on a stock exchange shall be valued at the last traded price. If such a price is not available for a particular trading day the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation. If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange on which it is primarily traded.

b) In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant although a secondary market with regulated trading among securities dealers does exist, the valuation may be based on this secondary market.

c) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as securities listed on a stock exchange.

d) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price. If no such price is available, the AIFM shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the board of directors of the AIFM and on the basis of the probable sales price, the value of which shall be estimated with due care and in good faith.

e) Shares and units in undertakings for collective investment (“UCIs”) shall be valued on the basis of their most recently calculated net asset value, taking due account of the redemption fee where necessary. Where no net asset value and only buy and sell prices are available, the shares or units in such UCIs may be valued at the mean of such buy and sell prices.

f) Derivatives shall be treated in accordance with the above. OTC swap transactions will be valued on a consistent basis based on bid, offer or mid prices as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors of the AIFM. When deciding whether to use the bid, offer or mid prices the board of directors of the AIFM will take into consideration the anticipated subscription or redemption flows, among other parameters. If, in the opinion of the board of directors of the AIFM, such values do not reflect the fair market value of the relevant OTC swap transactions, the value of such OTC swap transactions will be determined in good faith by the board of directors of the AIFM or by such other method as it deems in its discretion appropriate.

g) Fixed-term deposits and similar assets shall be valued at their respective nominal value plus accrued interest.

h) The valuation price of a money-market investment, which has a maturity or remaining term to maturity of less than twelve (12) months and does not have any specific sensitivity to market parameters, including credit risk, shall, based on the net acquisition price or on the price at the time when the investment’s remaining term to maturity falls below twelve (12) months, be progressively adjusted to the repayment price while keeping the resulting investment return constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields. The amounts resulting from such valuations shall be converted into the Reference Currency of each Subfund at the prevailing mid-market rate. Foreign exchange transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each Subfund at the prevailing mid-market rate. Foreign exchange transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect owing to special or changed circumstances, then the board of directors of the AIFM shall be entitled to use other generally recognized and auditable valuation principles in order to value the Subfund’s assets. Where the nature of the assets of a Subfund requires expert valuation, an external valuer shall be appointed by the AIFM in accordance with the provisions of the Law of 12 July 2013.

The Net Assets shall be rounded up or down, as the case may be, to the next smallest unit of the reference currency then used unless otherwise stated in the Offering Memorandum.

The Net Asset Value of one or more classes of shares may also be converted into other currencies. Should the Board of Directors determine such currencies, the Net Asset Value of the shares in these currencies shall be rounded up or down to the next smallest unit of currency.

The total net asset value of the Corporation shall be calculated in Pound Sterling (GBP).

Pooling of assets:

In order to reduce operation and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain Subfunds will be managed in common with assets belonging to other Subfunds of the Corporation and/or with assets belonging to any other Luxembourg undertaking for collective investments.

The Corporation may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Subfund and the issuance and redemption of shares of such Subfund from its shareholders as well as conversions from and to shares of each Subfund, where a substantial proportion of the assets of the Subfund:

a) cannot be valued because a stock exchange or market is closed outside the normal public holidays, or when trading on such stock exchange or market is restricted or suspended; or

b) is not freely accessible because a political, economic, military, monetary or other event beyond the control of the Corporation does not permit the disposal of the Subfund’s assets, or such disposal would be detrimental to the interests of shareholders; or

c) cannot be valued because of disruption to the communications network or any other reason makes valuation impossible; or

d) is not available for transactions because limitations on foreign exchange or other types of restrictions make asset transfers impracticable or if pursuant to objective verifiable measures transactions cannot be effected at normal foreign exchange transaction rates; or.

e) in any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors, where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Corporation or its Shareholders might not otherwise have suffered.

Investors applying for, or who have already applied for, the purchase, redemption or conversion of shares in the respective Subfund shall be notified of the suspension without delay so that they are given the opportunity to withdraw their application.

Such suspension as to any Subfund of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Subfund if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such Subfund.

Art. 22. Expenses. The Corporation shall bear all expenses as further specified in the Offering Memorandum including in particular formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers including incentive fees, administrative fees, distribution fees, fees and expenses of accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in countries of registration, any other agent employed by the Corporation, fees incurred for collateral management in relation to derivative transactions, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Offering Memorandum, explanatory memoranda or registration statements, notification fees, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Art. 23. Subscription Price. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares together, if the Board of Directors so decide, with such sum as the Board of Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the Offering Memorandum may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated, if the Board of Directors so decide, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the Offering Memorandum of the Corporation. The price so determined shall be payable as the Board of Directors may determine from time to time.

The Corporation may in the interest of the shareholders accept securities as payment for subscription (“contribution in kind”), provided the offered securities correspond to the investment policy and the respective Subfund. Each payment of shares against contribution in kind is part of a valuation report issued by the independent auditor of the Corporation. The Board of Directors may at its sole discretion, reject all or several offered securities without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the investor.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Art. 24. Accounting Year. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st November and shall terminate on the 31 October of the following year. The accounts of the Corporation shall be expressed in Pound Sterling (GBP). When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into GBP and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 25. Dividends. The allocation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors. Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Corporation became less than the minimum prescribed by law. The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Art. 26. Depositary. To the extent required by law, the Corporation shall enter into a written custody agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended, and which shall satisfy the requirements of the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by Part II of the Law of 13 February 2007, the Law of 12 July 2013 as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Law of 13 February 2007 and Law of 12 July 2013, the Depositary may discharge itself of liability towards the Corporation and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the Law of 12 July 2013, including the condition that the investors of the Corporation have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the Law of 12 July 2013.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find another bank to be depositary in place of the retiring Depositary, and the Board of Directors shall appoint such bank as Depositary of the Corporation's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 27. Liquidation. In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as required by Luxembourg law. For the dissolution to be valid, the minimum quorum prescribed by law must be met.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class.

The dissolution of a Subfund by a compulsory redemption of shares related to such Subfund must be made upon a resolution of the Board of Directors, if the dissolution is deemed appropriate in the light of the interest of the shareholders.

Any decision of the Board of Directors of the Corporation to dissolve a Subfund shall be published as specified in the Offering Memorandum. The Net Asset Value of shares in the Subfund concerned will be paid out on the date of the mandatory redemption.

The dissolution of a Subfund by a compulsory redemption of shares related to such Subfund may be made upon:

1. a resolution of the Board of Directors if the value of the total net assets of the Subfund concerned is below six million five hundred thousand (6,500,000) Pounds Sterling (GBP) or the equivalent in another currency, or
2. a resolution of a general meeting of shareholders in the relevant Subfund. The quorum and majority requirements prescribed by Luxembourg law for decisions regarding amendments to the Articles of Incorporation are applicable to such meetings.

In that event, the Corporation may upon prior notice to the holders of shares of such Subfund proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Registered holders shall be notified in writing.

Notwithstanding the powers reserved to the Board of Directors, the general meeting of shareholders of a class, may decide in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 9 hereof reduce the capital of the Corporation by cancellation of all shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution of such proceeds.

Any redemption proceeds that cannot be distributed to the shareholders within a period of six months shall be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until the statutory period of limitation has elapsed.

Art. 28. Mergers. Unless stated otherwise in the Offering Memorandum, the Board of Directors of the Corporation as well as a general meeting of the shareholders in a Subfund may resolve to merge such Subfund with another existing Subfund or to contribute the Subfund to another investment company with variable capital (the "SICAV") under Luxembourg law against issue of shares of such other SICAV to be distributed to the shareholders in such Subfund. Any such resolution shall be notified in writing to the concerned shareholders upon the initiative of the Corporation. The notification shall be made prior to the merger by providing for at least one month a possibility for the shareholders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee or other costs, prior to the implementation of the transaction. There shall be no quorum requirement for general meetings of shareholders which decide on the merger

of different Subfunds within the Corporation and decisions may be taken by a simple majority of the presented shares of the Subfunds concerned. Decisions regarding the contribution of assets and liabilities of a Subfund to another UCI are subject to the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law for the amendments to these Articles of Incorporation. In case of a merger of a Subfund with a foreign UCI, decisions of the general meeting of the Subfunds concerned shall be binding only upon shareholders who have voted in favor of such merger.

Art. 29. Amendments to Articles. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 30. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 13 February 2007 and the law of 10 August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto.”

Second resolution

The Meeting RESOLVES to ratify the appointment of Mr. Josef H.M. HEHENKAMP as board member of the Company.

Third resolution

The Meeting RESOLVES to appoint Mr. Dominique DÉLÈZE as new member of the board of directors until the end of the next ordinary general meeting of shareholders to be held in 2014.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the Meeting, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred and fifty Euros (1,350.- EUR).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREUPON, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. KOEMEN, J. SIEBENALLER, E. MACHADO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2013. LAC/2013/58624. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Référence de publication: 2014023222/589.

(140028485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 173.636.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 December 2012, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations on 7 February 2013 under number 302, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 173636,

The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maitre Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 November 2013, not yet published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting opened with Mr Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman designated as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declare and requests the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to fully restate the articles of association of the Company; and

2. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That pursuant to the attendance list, all of the share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive any further notice requirements.

IV. That the present meeting is regularly constituted and may therefore validly deliberate on all the items of the agenda.

The extraordinary general meeting of shareholders has requested the undersigned notary to record the following resolution:

Sole resolution

The extraordinary general meeting of shareholders decides to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l. (the "Company") exists between the current shareholder(s) and all persons who will become shareholders thereafter. The Company is governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad. The Company may directly or through one or more subsidiaries or otherwise invest in, hold, manage or control intellectual property or similar rights as well as real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the municipality of Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality of Niederanven by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances;

such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital and Shareholders. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares each with a nominal value of one Euro (EUR 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association and as may be agreed in an shareholders, frame work or like agreement between the Shareholders (if any) (an “Arrangement”). The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Reserved Matters. The following matters shall always require the prior authorisation or approval by the general meeting of shareholders resolving as set forth in Article 14 para 4 (ii):

(a) any changes to the articles of association including any capital measures;

(b) unless already provided for in these articles of association, in particular pursuant to Article 17.2, any implementation of disproportionate distribution rights where profits are to be distributed among the shareholders disproportionate to the shareholders’ equity participation in the Company;

(c) any transformation of the Company including any merger, change of legal form, spin-offs consolidation, or other business combination, by means of any transaction or series of related transactions;

(d) the liquidation or dissolution of the Company;

(e) repurchases or redemption of shares or other equity instruments of the Company; and

(f) consent to any affiliation and/or domination agreements under which the Company agrees to be dominated by another entity, to transfer all or substantially all of its profits to another entity or to reimburse another company for losses incurred by such other company, provided that this does not apply for respective agreements between the Company and its subsidiaries.

Art. 7. Transfer of Shares. Any transfer of shares shall be subject to the prior approval of the general meeting and the provisions of an Arrangement (if any).

Decisions of the general meeting to approve any transfer of shares of the Company shall only be validly adopted if approved by all shareholders representing all (100%) of the issued share capital, provided, however, that any transfer of shares requires only the approval by shareholders representing at least three quarters (75%) of the issued share capital, if Article 9 and Article 10 below have been observed.

Any transfer of shares not done in accordance with the provision of the articles and the relevant Arrangement (if any) shall not be valid or effective and shall not be recognised.

Art. 8. Drag-Along Right.

Art. 8.1. If a shareholder or several shareholders jointly holding fifty percent (50%) or more of the issued share capital wish(es) to sell and transfer all or parts of its/their shares to a bona fide third party, i.e. not a party that is an affiliated company according to article 309 of the law of 10th August, 1915, as amended, on commercial companies (“Third Party Purchaser”, any such sale a “Drag Trigger Sale” and each shareholder so wishing to effect such Drag Trigger Sale the “Proposing Shareholder”), the Proposing Shareholder shall have the right to require by way of a written notice to the other shareholders (each a “Drag Shareholder”) duly signed by the Proposing Shareholder prior to completion of the Drag Trigger Sale to also sell and transfer all or the same percentage of their shares, respectively, as the Proposing Shareholder to the Third Party Purchaser (the “Drag Disposal Notice”) within a time period of at least ten (10) bank working days (a “Bank Working Day“ meaning a day on which banks in Frankfurt am Main, Germany, are regularly open to public) following receipt of the Drag Disposal Notice by all other shareholders.

Art. 8.2. The sale and transfer of the shares to be sold by the Drag Shareholder pursuant to the Drag Disposal Notice shall be effected to the same Third Party Purchaser and on the same terms and conditions, including the price per share (such terms and conditions to be set out in the Drag Disposal Notice) as is the Drag Trigger Sale, provided that the Drag Shareholder (i) shall not be obliged to give any representations or warranties other than customary representations and warranties with respect to authority and title in the shares to be sold pursuant to the Drag Disposal Notice, (ii) shall not be subject to any noncompete or non-solicitation obligations in connection with the sale, (iii) shall not be jointly liable with any other party to the relevant sale of shares, and (iv) shall in no event be liable for an amount higher than the proceeds from the sale actually received by the relevant Drag Shareholder.

Art. 8.3. The Drag Shareholder’s obligation to sell and transfer its shares pursuant to the Drag Disposal Notice shall terminate if the relevant sale and transfer is not completed within 90 days following the receipt of the Drag Disposal Notice by all other shareholders (120 days if regulatory approval is required).

Art. 9. Tag-Along Right.

Art. 9.1. If a shareholder (the “Disposing Shareholder”) sells shares (any such sale a “Tag Trigger Sale”), such Disposing Shareholder shall procure that (i) the other shareholders of the Company (each a “Tag Shareholder”) can sell their shares in the Company on a pro-rata basis at a price per share equal to the price per share under the Tag Trigger Sale and otherwise at conditions no more onerous to the Tag Shareholder than are the conditions to the Disposing Shareholder under the Tag Trigger Sale (any sale so to be made by any Tag Shareholder a “Tag Sale”), and (ii) the purchase price to be paid under the Tag Sale to the Tag Shareholder is then fully paid provided that the Tag Shareholder (A) shall not be obliged to give any representations or warranties other than customary representations and warranties with respect to authority and title in the Shares to be sold, (B) shall not be subject to any non-compete or non-solicitation obligations in connection with the sale, (C) shall not be jointly liable with any other party to the relevant sale of shares, and (D) shall in no event be liable for an amount higher than the proceeds from the sale actually received by it.

Art. 9.2. The obligations of the Disposing Shareholder under this Article 9 shall fall away in relation to the relevant Tag Trigger Sale, if within four (4) weeks of the Tag Shareholder having been notified of the above prerequisites having been met and the purchase price to apply, it has not notified the Disposing Shareholder that it wishes to effect the Tag Sale.

Art. 10. Right of First Refusal.

Art. 10.1. Any shareholder wishing to transfer shares shall first deliver to the other shareholder a written notice of its desire to do so (the “Transfer Notice”). The Transfer Notice shall at least contain the following information:

- (a) number of shares to be transferred;
- (b) purchase price and/or other consideration for the intended transfer;
- (c) due date of the purchase price and/or other consideration; and
- (d) representations, warranties, indemnities etc. to be given by the transferring shareholder.

Art. 10.2. If a shareholder has delivered a Transfer Notice to the other shareholder, such other shareholder shall be entitled to purchase the shares offered by the transferring shareholder on the same terms and conditions as stated in the Transfer Notice within a time period of 4 (four) weeks after receipt of the Transfer Notice (the “Right of First Refusal”).

The Right of First Refusal shall be exercised by notice to the transferring shareholder.

Art. 10.3. If (i) the procedures as set forth in Article 9 and in this Article 10 have been observed properly by the relevant transferring shareholder, (ii) the other shareholder has not purchased the offered shares and (iii) no transfer restrictions according to the provisions of the Arrangement apply, the relevant transferring shareholder may within the following two (2) months sell and transfer, subject to Article 8 and Article 9, the shares to a purchaser on conditions not more favourable for the purchaser than those notified in the Transfer Notice.

Art. 10.4. In order to ensure compliance with the procedures as set forth in this Article 10, the relevant transferring shareholder shall submit a certified copy of the executed share purchase agreement to the other shareholders.

Art. 11. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a decision of the general meeting of shareholders (adopted by shareholders representing more than half (50%) of the Company’s share capital), which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers eight (8) days at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the joint signature of any two managers.

Art. 12. Management Powers, Binding signature. Subject to article 6, the sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting or as may be provided in an Arrangement (if any), and subject to article 6, shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided in an Arrangement (if any), or as may be provided herein (including article 6).

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any two managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 13. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares in the issued share capital he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 14. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or overnight courier service to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days in advance of the effective date of the resolution (subject to the required majority having been obtained) by registered mail or overnight courier service. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions but at the earliest eight (8) days after having been sent to all shareholders (or if later, subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except if a higher majority is required by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the issued share capital; provided that (ii) decisions to approve or authorise a reserved matter pursuant to article 6 shall only be validly adopted if approved by all shareholders representing all (100%) of the issued share capital, provided however, that this shall not apply in relation to such measures listed in Annex 1 to these articles of association which shall form part of these articles of association.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on first Tuesday of the month of June at 11:00 of each year. If such day is not a Bank Working Day, the meeting shall be held on the immediately following Bank Working Day.

Art. 15. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 16. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 17. Distributions.

Art. 17.1. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 17.2. Dividends and other distributions shall be made pro rata to the proportion of the shareholders' shares in the issued share capital. If and as far as, however, a shareholder has contributed to the Company more equity (other than the subscribed issued share capital) than the other shareholders (e.g. by share premium, payments into the capital reserve, contributions in kind to the Company or subsidiaries, etc.) ("Investment"), all dividends and other distributions shall be made primarily to such shareholder until his Investments have been completely compensated.

Art. 18. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

After all debts and liabilities of the Company are fully paid or duly provisioned for, any surplus assets may be distributed to the shareholders under application of the principles set forth in Article 17.2 which shall apply mutatis mutandis to the distribution of any liquidation proceeds.

Art. 19. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915, as amended, on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 20. Applicable Law. For anything not dealt with in the articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Art. 21. Arbitration. All disputes between the shareholders arising out of or in connection with these articles of association, its completion or implementation shall be conclusively decided pursuant to the rules of arbitration of the International Chamber of Commerce (ICC), Paris, in its respective applicable version at that point in time, with the exclusion of recourse to the courts of law. The location of the arbitration proceedings shall be Zurich, Switzerland. The arbitrators shall be appointed in accordance with the rules of arbitration of the International Chamber of Commerce (ICC), Paris. The language of the arbitration proceedings shall be English, although means of evidence may be presented also in German. The arbitrators have no authority to award punitive damages or any other damages not measured by the prevailing party's actual damages, and may not, in any event, make any ruling, finding or award that does not conform to the terms and conditions of this articles of association and the Arrangement (if any).

As far as compulsory statutory law requires the decision upon a matter out of or in connection with this Agreement or its execution by a court of law, the exclusive place of jurisdiction shall be Luxembourg.

Art. 22. Interpretation. In case of any different interpretation of the articles of association in German and English language, the English wording shall prevail.

Annex 1

The following matters shall not require the prior authorisation or approval by the general meeting of shareholders pursuant to Article 6(c):

1. Any sale, lease, transfer or other disposition (in a single transaction or series of related transactions) of (i) the real estate owned by the Company or hereditary building rights, (ii) any line of business or operations (whether by sale of assets or otherwise), (iii) all or substantially all of the property or assets of the Company, or (iv) any sale of a stake in a subsidiary of the Company, provided that such action is implemented after 7 September 2015.

2. Any approval or modification of the annual capital and operating budget of the Company.

3. Any acquisition by the Company (in a single transaction or a series of related transactions) of (i) any assets or property with an aggregate value in excess of EUR 2,000,000, or (ii) any company, line of business or operations (whether by purchase of shares, merger or otherwise), to the extent such acquisitions are related to the existing business of the Company.

4. (i) The creation, incurrence or assumption of any indebtedness in excess of EUR 2,000,000 and (ii) any loans or advances to, guarantees for the benefit of, or other investments in any other person (other than a wholly owned subsidiary of the Company), other than in the ordinary course of business or provided for in the budget or to secure liquidity for the ordinary business operation.

5. File a voluntary petition in bankruptcy, or a petition or an answer seeking reorganization or an arrangement with creditors, or to take advantage of any bankruptcy, reorganization, insolvency, readjustment of debt, dissolution or liquidation laws or statutes, or an answer admitting the material allegations of a petition filed against the Company, as the case may be, in any proceeding under any such law, unless such action is required under mandatory applicable law.

6. Engage in any business other than (i) the current business of the Company or (ii) a natural extension thereof.

7. Make any material change in accounting policies or reporting practices, except as required by generally accepted accounting principles as in effect in the Company's jurisdiction from time to time, consistently applied.

8. Enter into any agreement materially restricting the right of the Company to conduct business, other than in the ordinary course of business.

9. Enter into any agreement or arrangement described in Nos. 1 through 8 above.

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholders of the persons appearing signed together with the notary the present deed.

A German translation follows:

Im Jahr zweitausenddreizehn, den sechzehnten Dezember.

Vor uns Maître Henri Hellinckx, Notar, mit Amtssitz im Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Wird abgehalten,

eine außerordentliche Gesellschaftergeneralversammlung der Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l. (fortan, die "Gesellschaft"), eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) mit Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch Urkunde des Notars Maitre Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 12. Dezember 2012, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 7. Februar 2013 unter Nummer 302, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 173636.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt durch Urkunde des Notars Maitre Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 6. November 2013 abgeändert und noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Die Versammlung wurde unter Vorsitz von Herrn Régis Galiotto, Beamter, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende ernannte als Sekretär und die Versammlung bestimmte als Stimmzähler Frau Solange Wolter-Schieres, Beamtin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung demnach ordnungsgemäß zusammengesetzt, ersucht der Vorsitzende dem Notar folgende Erklärungen darzulegen:

I. Dass die Tagesordnung der Versammlung folgende ist:

Agenda

1. Entscheidung die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen; und
2. Verschiedenes.

II. Dass die Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die Vollmachträger der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile in einer Anwesenheitsliste gezeigt werden. Diese Anwesenheitsliste, von den Gesellschaftern, den Vollmachträgern der vertretenen Gesellschafter und durch das Büro der Versammlung unterschrieben, werden dieser Urkunde beigelegt und mit dieser gleichzeitig bei den Registrierungsbehörden hinterlegt.

Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter werden "ne varietur" von den erschienenen Parteien initialisiert und werden dieser Urkunde ebenfalls beigelegt.

III. Dass nach Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital bei der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass sie eine ordnungsgemäße Mitteilung erhalten haben und Kenntnis der Tagesordnung vor dieser Versammlung hatten und keine weiteren Einberufungsformalitäten notwendig waren.

IV. Dass die gegenwärtige Versammlung ordnungsgemäß begründet ist und demnach über alle Punkte der Tagesordnung gültig beraten kann.

Die Gesellschaftergeneralversammlung hat den unterzeichnenden Notar ersucht folgenden Beschluss aufzunehmen:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschaftergeneralversammlung beschließt einstimmig die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen und die vorangegangenen Beschlüsse umzusetzen. Die Satzung der Gesellschaft soll fortan wie folgt lauten:

Art. 1. Bezeichnung. Die derzeitigen und die künftigen Gesellschafter haben sich zu einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen Konstanz, Hussenstraße 23 Beteiligung A S.à r.l. (die "Gesellschaft") zusammengeschlossen. Die Gesellschaft unterliegt dieser Satzung sowie den einschlägigen Rechtsvorschriften.

Art. 2. Unternehmensgegenstand. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeglicher Form, in Luxemburg und im Ausland, oder von anderen Unternehmen, der Erwerb durch Kauf, durch Zeichnung oder auf eine andere Art sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf eine andere Art und Weise von Aktien, Anleihen, Schuldschreibungen, Schuldscheinen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung und das Management des Portfolios der Gesellschaft. Die Gesellschaft darf auch Beteiligungen an Personengesellschaften halten und ihr Geschäft durch luxemburgische oder ausländische Niederlassungen führen. Die Gesellschaft darf direkt oder durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften oder auf eine andere Art und Weise in geistiges Eigentum oder ähnliche Rechte sowie in Grundstücke, die in Luxemburg oder im Ausland gelegen sind, investieren, sowie diese halten, managen oder kontrollieren.

Die Gesellschaft darf auf jegliche Art und Weise Anleihen und Schuldscheine übernehmen und darf Anleihen und Schuldscheine durch privates Platzieren ausgeben. Die Gesellschaft darf auf übliche Weise (durch Darlehen, Vorauszahlungen, Sicherheiten, Wertpapiere oder auf andere Weise) Gesellschaften oder andere Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder die Teil der Gruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, unterstützen (dies beinhaltet auch Mutter- und Schwesergesellschaften), Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Handlungen vornehmen, die sie für die Erreichung und Entwicklung ihrer Zwecke als nützlich erachtet.

Die Gesellschaft darf zudem alle kommerziellen, technischen und finanziellen oder anderen Maßnahmen vornehmen, die direkt oder indirekt mit den Bereichen zusammenhängen, um die Erreichung ihrer Ziele zu ermöglichen.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz darf durch einen Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Gesellschafter an einen anderen Ort in dem Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, wobei die Vorgaben, die für Änderungen der Satzung vorgesehen sind, beachtet werden müssen.

Die Geschäftsanschrift des Sitzes darf innerhalb der Gemeinde Niederanven durch eine Entscheidung des Geschäftsführers bzw. des Geschäftsführungsrates verlegt werden.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigniederlassungen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland haben.

Für den Fall, dass der oder die Geschäftsführer feststellen sollten, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder drohen, die die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem betreffenden Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen werden, darf der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese ungewöhnlichen Umstände vollständig beendet sind; solche vorübergehenden Maßnahmen dürfen keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft haben, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Diese vorübergehenden Maßnahmen werden von dem oder den Geschäftsführer(-n) ergriffen und von ihm/ihnen allen Interessenten gegenüber bekannt gemacht.

Art. 5. Gesellschaftskapital und Gesellschafter. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) und ist eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1). Die Rechte und Verpflichtungen aus den Gesellschaftsanteilen bestimmen sich nach der Satzung und nach den zwischen den Gesellschaftern in einer Gesellschaftervereinbarung, einem Rahmenvertrag oder einem vergleichbaren Vertrag getroffenen Vereinbarungen (sofern solche getroffen wurden) (eine "Schuldrechtliche Vereinbarung"). Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft darf durch einen Beschluss der Gesellschafter, der den Anforderungen für eine Satzungsänderung entspricht, erhöht oder herabgesetzt werden.

Jegliches verfügbares Agio ist ausschüttungsfähig.

Art. 6. Zustimmungspflichtige Geschäfte. Die folgenden Maßnahmen bedürfen immer der vorherigen Einwilligung oder der Genehmigung der Gesellschafterversammlung, in Form eines Beschlusses gemäß Artikel 14 Abs. 4 (ii):

- (a) jede Änderung der Satzung, einschließlich Änderungen des Stammkapitals;
- (b) jede Einführung von nicht verhältnismäßigen Gewinnverteilungsrechten, bei denen die Gewinne unter den Gesellschaftern nicht proportional zu ihrer Kapitalbeteiligung in der Gesellschaft verteilt werden sollen, sofern dies nicht bereits in dieser Satzung, insbesondere gemäß Artikel 17.2, vorgesehen ist;
- (c) jede Umwandlung der Gesellschaft, einschließlich einer Verschmelzung, Formwechsel, Abspaltungen oder andere Verbindungen von Unternehmen, durch eine oder mehrere zusammenhängende Transaktionen;
- (d) die Liquidation oder Auflösung der Gesellschaft;
- (e) der Rückerwerb oder die Einziehung von Anteilen oder anderen Eigenkapitalmaßnahmen der Gesellschaft; und
- (f) die Zustimmung zu Unternehmens- und/oder Beherrschungsverträgen, durch die die Gesellschaft verpflichtet wird, von einer anderen Gesellschaft beherrscht zu werden, alle oder alle wesentlichen Gewinne der Gesellschaft an eine andere Gesellschaft abzuführen oder die Verluste einer anderen Gesellschaft auszugleichen; dies gilt jedoch nicht für derartige Verträge zwischen der Gesellschaft und ihren Tochtergesellschaften.

Art. 7. Übertragungen von Anteilen. Anteilsübertragungen bedürfen der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung und der Beachtung der Bestimmungen von Schuldrechtlichen Vereinbarungen (sofern solche getroffen wurden).

Zustimmende Gesellschafterbeschlüsse zur Übertragung von Gesellschaftsanteilen sind nur wirksam, wenn alle Gesellschafter, die 100% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, zugestimmt haben. Abweichend hiervon benötigen Anteilsübertragungen nur der Zustimmung von Gesellschafter, die mindestens 75% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, wenn die Bestimmungen der Artikel 9 und Artikel 10 eingehalten sind.

Jede Übertragung von Gesellschaftsanteilen, die nicht in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung oder den Bestimmungen einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern solche getroffen wurden) erfolgt, ist unwirksam und ist nicht zu berücksichtigen.

Art. 8. Mitveräußerungspflicht.

Art. 8.1. Wenn ein oder mehrere Gesellschafter, der oder die gemeinsam mehr als 50% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals hält bzw. halten, sämtliche oder einen Teil seiner bzw. ihrer Gesellschaftsanteile an eine Partei, die nicht ein verbundenes Unternehmen gemäß des Artikel 309 des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung ist („Dritterwerber“), verkaufen und übertragen möchte(-n) (jeder solche Verkauf ein „Mitveräußerungspflicht-Verkauf“ und der bzw. die Gesellschafter, der bzw. die einen solchen Mitveräußerungspflicht-Verkauf vornehmen möchte(-n) jeweils ein „Anbietender Gesellschafter“), hat der Anbietende Gesellschafter das Recht, von den übrigen Gesellschaftern („Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter“) mittels schriftlicher Mitteilung („Mitveräußerungspflicht-Mitteilung“) vor Vollzug des Mitveräußerungspflicht-Verkauf zu verlangen, dass diese binnen 10 Bankarbeitstagen (ein „Bankarbeitstag“ ist ein Tag an dem die Banken in Frankfurt am Main, Deutschland, planmäßig für das Publikum geöffnet sind) nach Erhalt der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung durch alle Gesellschafter ebenso sämtliche ihrer Gesellschaftsanteile oder einen Anteil ihrer Geschäftsanteile im gleichen Verhältnis (pro rata) wie der Anbietende Gesellschafter an den Dritterwerber verkaufen und übertragen.

Art. 8.2. Der Verkauf und die Übertragung der von dem Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter gemäß Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu veräußernden Gesellschaftsanteile hat an denselben Dritterwerber und zu denselben Konditionen, einschließlich des Verkaufspreises pro Gesellschaftsanteil (die Konditionen sind in der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu benennen), wie in der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung genannt zu erfolgen, jedoch mit der Maßgabe, dass der Mitveräußerungspflicht-Gesellschafter (i) nicht verpflichtet ist, andere als übliche Gewährleistungspflichten oder Garantien zu Eigentum und Verfügungsbefugnis hinsichtlich der gemäß Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu verkaufenden Gesellschaftsanteile zu übernehmen, (ii) im Zusammenhang mit dem Verkauf keinen Wettbewerbs- oder Abwerbebeschränkungen unterliegt, (iii) mit keiner anderen am Verkauf beteiligten Partei gesamtschuldnerisch haftet, und (iv) unter keinen Umständen mit einem höheren Betrag haftet, als mit den tatsächlich vom Dritterwerber erhaltenen Verkaufserlösen.

Art. 8.3. Die Verpflichtung des Mitveräußerungspflicht-Gesellschafters, seine Gesellschaftsanteile gemäß der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung zu verkaufen und zu übertragenen, wenn der jeweilige Verkauf und die jeweilige Übertragung nicht binnen 90 Tagen (bzw. 120 Tagen wenn eine Kartellfreigabe erforderlich ist) nach Erhalt der Mitveräußerungspflicht-Mitteilung durch alle Gesellschafter vollzogen wurde.

Art. 9. Mitveräußerungsrecht.

Art. 9.1. Wenn ein Gesellschafter seine Gesellschaftsanteile veräußert (ein veräußernder Gesellschafter „Veräußernder Gesellschafter“, eine solche Veräußerung „Mitveräußerungsrecht-Verkauf“), hat der Veräußernde Gesellschafter dafür Sorge zu tragen, dass (i) die übrigen Gesellschafter der Gesellschaft („Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter“) ihre Gesellschaftsanteile im gleichen Verhältnis mitveräußern können, zu einem Verkaufspreis pro Gesellschaftsanteil wie der Verkaufspreis gemäß dem Mitveräußerungsrecht-Verkauf und im Übrigen zu Bedingungen, die nicht nachteiliger für den Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter sind als für den Veräußernden Gesellschafter gemäß dem Mitveräußerungsrecht-Verkauf (jeder Verkauf in diesem Sinne ein „Mitveräußerungsverkauf“), (ii) der Kaufpreis, der gemäß dem Mitveräußerungsverkauf an den Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter zu zahlen ist, vollständig geleistet wird, vorausgesetzt, dass der Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter (A) nicht verpflichtet ist, andere als übliche Gewährleistungspflichten oder Garantien zu Eigentum und Verfügungsbefugnis hinsichtlich der zu verkaufenden Gesellschaftsanteile zu übernehmen, (B) im Zusammenhang mit dem Verkauf keinen Wettbewerbs- oder Abwerbebeschränkungen unterliegt, (C) mit keiner anderen am Verkauf beteiligten Partei gesamtschuldnerisch haftet, und (D) unter keinen Umständen mit einem höheren Betrag haftet, als mit den tatsächlich erhaltenen Verkaufserlösen.

Art. 9.2. Die Verpflichtungen des Veräußernden Gesellschafters gemäß diesem Artikel 9 entfallen in Bezug auf den jeweiligen Mitveräußerungsrecht-Verkauf, wenn innerhalb von vier (4) Wochen, ab dem Tag, an dem der Mitveräußerungsrecht-Gesellschafter von dem Vorliegen der vorgenannten Voraussetzungen sowie dem tatsächlichen Verkaufspreis erfahren hat, den Veräußernden Gesellschafter nicht informiert hat, dass er den Mitveräußerungsverkauf ausüben möchte.

Art. 10. Vorkaufsrecht.

Art. 10.1. Ein Gesellschafter, der Gesellschaftsanteile veräußern möchte, hat dies den anderen Gesellschaftern vorher schriftlich mitzuteilen („Verkaufsmitteilung“). Die Verkaufsmitteilung muss mindestens die folgenden Informationen enthalten:

- (a) Anzahl der zu übertragenden Gesellschaftsanteile;
- (b) Verkaufspreis bzw. sonstige Gegenleistung;
- (c) Fälligkeit für den Verkaufspreis bzw. sonstige Gegenleistungen;
- (d) die vom veräußernden Gesellschafter zu übernehmenden Gewährleistungen, Garantien, Freistellungserklärungen und ähnlichen Verpflichtungen.

Art. 10.2. Hat ein Gesellschafter eine Verkaufsmitteilung an die anderen Gesellschafter übersandt, so sind die anderen Gesellschafter berechtigt, binnen vier (4) Wochen nach Erhalt der Veräußerungsmitteilung die vom veräußernden Gesellschafter angebotenen Geschäftsanteile zu denselben Konditionen zu erwerben, wie in der Veräußerungsmitteilung mitgeteilt („Vorkaufsrecht“). Das Vorkaufsrecht wird durch Mitteilung gegenüber dem veräußernden Gesellschafter ausgeübt.

Art. 10.3. Wenn (i) die Bestimmungen gemäß Artikel 9 und Artikel 10 eingehalten wurden, (ii) das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt wird und (iii) keine Verfügungsbeschränkungen gemäß Bestimmungen der Schuldrechtlichen Vereinbarungen zur Anwendung kommen, ist der die Veräußerung beabsichtigenden Gesellschafter berechtigt, vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 8 und Artikel 9, die betreffenden Gesellschaftsanteile innerhalb von zwei (2) Monaten an den in der Verkaufsmitteilung genannten Erwerber zu Konditionen, die für den Verkäufer nicht günstiger sind als die in der Verkaufsmitteilung genannten Bestimmungen, zu verkaufen und zu übertragen.

Art. 10.4. Um die Einhaltung der Bestimmung dieses Artikel 10 zu gewährleisten, ist der veräußernde Gesellschafter verpflichtet, den anderen Gesellschaftern jeweils eine beglaubigte Abschrift der Veräußerungsurkunde zu übergeben.

Art. 11. Geschäftsführer. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen.

Sie werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen (der Beschluss muss von Gesellschaftern, die mindestens 50% des Gesellschaftskapitals repräsentieren, gefasst werden); dieser Beschluss legt auch die Rechte der Geschäftsführer und Laufzeit der Bestellung fest. Sofern keine Amtszeit bestimmt wird, werden die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit bestellt. Die Geschäftsführer dürfen wiederbestellt werden; ihre Bestellung darf jedoch mit oder ohne Grund (ad nutum) jederzeit widerrufen werden.

Sofern es mehr als einen Geschäftsführer gibt, bilden die Geschäftsführer gemeinsam den Geschäftsführungsrat. Jeder Geschäftsführer darf an jedem Treffen des Geschäftsführungsrates mittels einer Konferenzschaltung oder einer vergleichbaren Kommunikationsart teilnehmen, die es allen Teilnehmern des Treffens ermöglicht, sich gegenseitig zu hören und miteinander zu kommunizieren. Ein Treffen darf auch nur mittels Telefonkonferenz abgehalten werden. Die Teilnahme an oder das Abhalten einer Versammlung auf dem vorgenannten Weg steht einer persönlichen Teilnahme an oder dem Abhalten einer persönlichen Versammlung gleich. Geschäftsführer dürfen sich bei einem Treffen des Geschäftsführungsrates durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wobei die Anzahl der Vollmachten und Stimmen, die einem Geschäftsführer gewährt werden, nicht beschränkt ist.

Eine schriftliche Mitteilung jedes Treffens des Geschäftsführungsrates muss den Geschäftsführern spätestens acht (8) Tage vor dem für das Treffen vorgesehenen Tag übermittelt werden, abgesehen von Notfällen, bei denen der Grund des Notfalls und der Anlass in der Mitteilung anzugeben sind. Auf die Mitteilung darf verzichtet werden, sofern alle Geschäftsführer schriftlich, telegrafisch, durch Telegramm, Telex, E-Mail oder Fax oder auf einem anderen vergleichbaren Kommunikationswege zustimmen. Einer besonderen Einberufung bedarf es nicht, wenn das Treffen des Geschäftsführungsrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die in einem früheren Beschluss des Geschäftsführungsrates bestimmt worden sind.

Entscheidungen des Geschäftsführungsrates werden wirksam mit Zustimmung der Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft (einschließlich durch Vertretung) getroffen. Der Geschäftsführungsrat darf auch einstimmig Beschlüsse auf einem oder mehreren Dokumenten im Umlaufverfahren fassen, sofern die Zustimmung schriftlich, telegrafisch oder per Fax oder auf einem vergleichbaren Kommunikationswege zum Ausdruck gebracht wird. Die Gesamtheit ordnungsgemäß ausgefertigter und zirkulierter Dokumente stellen den Beweis für den Beschluss dar.

Beschlüsse der Geschäftsführer, einschließlich im Umlaufverfahren, können in schlüssiger Form unterzeichnet, bestätigt oder Auszüge davon ausgefertigt werden durch gemeinsame Zeichnung von zwei Geschäftsführern.

Art. 12. Geschäftsführung, Vertretungsbefugnis. Vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 6, ist/sind der oder die Geschäftsführer mit umfassender Befugnis ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu führen und alle Verfügungen und alle Verwaltungshandlungen zu genehmigen und/oder vorzunehmen, die im Einklang mit dem Zweck der Gesellschaft stehen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder von der Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen oder die in einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) geregelt sind, sind, vorbehaltlich der Regelungen des Artikel 6, dem Geschäftsführer bzw. dem Geschäftsführungsrat zugewiesen. Gegenüber

Dritten verfügt der Geschäftsführer bzw. der Geschäftsführungsrat über weiteste Befugnisse im Namen der Gesellschaft in allen Fällen zu handeln und alle Handlungen und Maßnahmen betreffend die Gesellschaft vorzunehmen, ihnen zuzustimmen und sie zu genehmigen, sofern diese nicht durch Gesetz oder Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen oder in einer Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) oder hierin geregelt sind (dies beinhaltet auch Artikel 6).

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, und im Falle eines Geschäftsführungsrates durch die Unterschrift zweier Geschäftsführer vertreten. Die Gesellschaft wird auch wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer Personen vertreten, denen die Befugnis zur Unterschrift durch den alleinigen Geschäftsführer (sofern es nur einen Geschäftsführer gibt) oder durch den Geschäftsführungsrat oder durch zwei Geschäftsführer (einschließlich im Wege der Stellvertretung) übertragen worden ist.

Art. 13. Stimmrechte. Jeder Gesellschafter ist befugt, an gemeinsamen Entscheidungen mitzuwirken. Die Stimmrechte eines Gesellschafters entsprechen der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile am ausgegebenen Gesellschaftskapital. Ein Gesellschafter kann sich in Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

Art. 14. Gesellschafterversammlungen. Entscheidungen der Gesellschafter werden schriftlich (soweit das Gesetz dies gestattet) oder in Versammlungen in der Form und mit solchen Mehrheiten gefasst, wie sie das luxemburgische Gesellschaftsrecht vorsieht. Jede ordentliche Gesellschafterversammlung der Gesellschaft oder jeder wirksame schriftliche Beschluss repräsentiert die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Versammlungen sind durch eine Einberufungsmittelteilung einzuberufen, die per Einschreiben oder Übernachts-Kurier den Gesellschaftern an ihre Adresse, wie sie in der von der Gesellschaft geführten Gesellschafterliste steht, mindestens acht (8) Tage vor dem Tag der Versammlung zuzustellen ist. Die Gesellschafterversammlung kann auch ohne Einberufung abgehalten werden, wenn das gesamte Gesellschaftskapital in der Gesellschafterversammlung vertreten ist.

Im Falle einer schriftlichen Beschlussfassung ist der Wortlaut der Beschlüsse den Gesellschaftern an ihre jeweilige Adresse, wie sie in der von der Gesellschaft geführten Gesellschafterliste steht, mindestens acht (8) Tage vor dem Tag der Wirksamkeit des Beschlusses (vorbehaltlich einer Annahme durch die erforderliche Mehrheit) per Einschreiben oder Übernachts-Kurier zu übersenden. Nach der Zustimmung mit der erforderlichen Mehrheit werden die Beschlüsse so wie sie das Gesetz für Kollektiventscheidungen vorsieht, wirksam, frühestens jedoch acht (8) Tage nachdem die Beschlüsse an alle Gesellschafter übersandt worden sind (oder, wenn später, an dem Tage, den der Beschluss vorsieht). Einstimmige schriftliche Beschlüsse dürfen jederzeit ohne vorherige Mitteilung gefasst werden.

Sofern nicht das Gesetz eine höhere Mehrheit vorsieht, (i) werden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung wirksam getroffen sofern Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals repräsentieren, zustimmen, wobei (ii) Beschlüsse, die ein zustimmungspflichtiges Geschäft nach Artikel 6 gestatten, nur wirksam gefasst werden, wenn alle Gesellschafter, die 100% des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft repräsentieren, zustimmen, wobei dies nicht für die in Annex 1 zu dieser Satzung aufgeführten Maßnahmen gilt; Annex 1 ist Teil dieser Satzung.

Für den Fall und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter hat, soll eine jährliche Gesellschafterversammlung an dem ersten Dienstag im Juni um 11 Uhr eines jeden Jahres stattfinden. Sofern dieser Tag kein Bankarbeitstag ist, soll die Versammlung an dem darauf folgenden Bankarbeitstag stattfinden.

Art. 15. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Jahresabschlüsse. Nach jedem Ende eines Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss durch den Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführungsrat aufgestellt.

Der Jahresabschluss steht den Gesellschaftern in den Geschäftsräumen am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung.

Art. 17. Erlösverteilungen.

Art. 17.1. Aus dem Reingewinn werden fünf Prozent (5%) in das gesetzliche Rücklagenkonto gebucht. Diese Rücklagenpflicht endet, sobald die auf dem gesetzlichen Rücklagenkonto verbuchten Mittel 10 Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals betragen.

Die Gesellschafter können über Ausschüttung von Zwischendividenden auf der Basis von seitens des Geschäftsführers bzw. des Geschäftsführungsrates erstellten Zwischenabschlüssen, die ausreichende Mittel zur Ausschüttung vorsehen, entscheiden, wenn der auszuschüttende Betrag nicht denjenigen Betrag übersteigt, der sich errechnet aus dem tatsächlichen Gewinn des vergangenen Geschäftsjahres zuzüglich Gewinnvorträgen sowie ausschüttungsfähigen Rücklagen und abzüglich Verlustvorträgen sowie auf gesetzliche Rücklagenkonten zu buchenden Mitteln.

Guthaben kann aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Agiorücklage kann an die Gesellschafter aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann bestimmen, dass Beträge aus der Agiorücklage in das gesetzliche Rücklagenkonto zu buchen sind.

Art. 17.2. Gewinne und sonstige Ausschüttungen sind an die Gesellschafter anteilig nach ihren Anteilen am ausgegebenen Gesellschaftskapital auszuschütten. Soweit aber ein Gesellschafter der Gesellschaft über die Zeichnung der Gesellschaftsanteile hinaus mehr Eigenkapital zur Verfügung gestellt hat als die übrigen Gesellschafter (z.B. in Form von Agio,

Einzahlungen in Rücklagen, Sacheinlagen in die Gesellschaft und in Tochtergesellschaften, etc.) („Investitionen“) sind Gewinne und sonstige Ausschüttungen solange vorrangig an diesen Gesellschafter zu leisten, bis seine Investitionen vollständig zurückgeführt sind.

Art. 18. Auflösung. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen Liquidator oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, bei denen es sich um Gesellschafter handeln kann, aber nicht muss, und die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die auch dessen/deren Befugnisse und Vergütung festlegt.

Nachdem alle Schulden und sonstigen Verpflichtungen der Gesellschaft vollständig erfüllt sind oder für deren Erfüllung Vorsorge getroffen wurde, werden alle verbleibenden Mittel an die Gesellschafter verteilt unter Berücksichtigung der in Artikel 17.2. festgelegten Grundsätze, die auf Liquidationserlöse entsprechend anzuwenden sind.

Art. 19. Einziger Gesellschafter. Wenn und solange ein einziger Gesellschafter sämtliche Gesellschaftsanteile hält, besteht die Gesellschaft als Alleingesellschafter-Gesellschaft gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung; in diesem Fall sind, unter anderem, Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anwendbar.

Art. 20. Anwendbares Recht. Soweit nicht in dieser Satzung geregelt, gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 21. Schiedsvereinbarung. Alle Streitigkeiten zwischen den Gesellschaftern, die sich aus oder im Zusammenhang mit dieser Satzung, ihrem Zustandekommen oder ihrer Durchführung ergeben, werden nach der Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer (ICC), Paris, in ihrer jeweils geltenden Fassung unter Ausschluss des ordentlichen Rechtsweges endgültig entschieden. Der Ort des schiedsgerichtlichen Verfahrens ist Zürich, Schweiz. Die Schiedsrichter werden gemäß den Regelungen der Schiedsgerichtsordnung der Internationalen Handelskammer (ICC), Paris ernannt. Das schiedsgerichtliche Verfahren wird in englischer Sprache durchgeführt, wobei Beweismittel auch in deutscher Sprache vorgelegt werden dürfen. Die Schiedsrichter sind nicht berechtigt, Strafschadensersatz oder anderen Schadensersatz, der über den tatsächlichen Schaden der obsiegenden Partei hinausgeht, zuzusprechen, oder eine Entscheidung, eine Feststellung oder einen Schiedsspruch zu treffen, die nicht im Einklang mit dieser Satzung oder der Schuldrechtlichen Vereinbarung (sofern eine solche getroffen wurde) stehen.

Verlangt zwingendes Recht die Entscheidung einer Angelegenheit aus oder im Zusammenhang mit diesem Vertrag oder seiner Durchführung durch ein ordentliches Gericht, ist der Gerichtsstand Luxemburg.

Art. 22. Auslegung. Im Falle unterschiedlicher Auslegung der vorstehenden Texte in deutscher und in englischer Sprache, ist die englische Fassung maßgeblich.

Annex 1

Die folgenden Beschlussgegenstände bedürfen zu ihrer Wirksamkeit nicht eines Gesellschafterbeschlusses nach Artikel 6(c):

1. Verkauf, Vermietung, Übertragung oder andere Verfügung (als Einzelmaßnahme oder einer Mehrzahl von zusammengehörenden Geschäften) von: (i) Grundbesitz oder Erbbaurechten, (ii) Geschäftsbereichen (im Wege der Veräußerung von Vermögensgegenständen oder in anderer Weise) oder (iii) aller oder aller wesentlichen Vermögensgegenstände, oder (iv) jeder Verkauf von Anteilen an Tochtergesellschaften, sofern eine solche Maßnahme jeweils nach dem 7. September 2015 durchgeführt wird.

2. Jede Genehmigung oder Änderung des jährlichen Kapitals und des Jahresbudgets der Gesellschaft.

3. Erwerb (als Einzelmaßnahme oder einer Mehrzahl von zusammengehörenden Geschäften) von (i) Vermögensgegenständen mit einem Wert von zusammengekommen mehr als EUR 2.000.000 oder (ii) Gesellschaften oder Geschäftsbereichen (gleich ob durch Anteilerwerb, Umwandlungsmaßnahme oder in anderer Weise), soweit ein solcher Erwerb in Zusammenhang mit dem bestehenden Geschäftsbetrieb der Gesellschaft steht.

4. (i) Die Eingehung oder Übernahme von Verbindlichkeiten über EUR 2.000.000 und (ii) Darlehen oder Vorleistungen an, Sicherheiten zugunsten von oder andere Investitionen für Dritte (nicht im Alleineigentum stehende Tochtergesellschaften der Gesellschaft), außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs oder außerhalb der im Budget vorgesehenen Mittel oder nicht zur Absicherung von Liquidität für den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb.

5. Stellung eines freiwilligen Antrags auf Eröffnung eines Insolvenzverfahrens, Reorganisationsverfahrens oder Gläubigervereinbarungen, oder Erlangung eines Vorteils aus Vorschriften betreffend Insolvenzverfahren, Reorganisationsmaßnahmen, Anpassungen von Verbindlichkeiten, Auflösung oder Liquidation, oder Einlassungen zu Behauptungen gemäß einer Antragstellung gegenüber der Gesellschaft, je nach Fall, im Verfahren nach solchen Vorschriften, sofern nicht das zwingende Recht eine bestimmte Maßnahme vorsieht.

6. Vornahme jeder anderen als (i) der gegenwärtigen Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder (ii) einer Ausweitung der Geschäftstätigkeit.

7. Wesentliche Änderung der Bilanzierung oder Veröffentlichungspraxis, außer diese sind nach allgemein anerkannten Bilanzierungspraktiken der für die Gesellschaft geltenden Rechtsordnung von Zeit zu Zeit erforderlich.

8. Jede außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs getroffene Vereinbarung, welche die Befugnis der Gesellschaft zur Vornahme ihrer Geschäftstätigkeit einschränkt.

9. Eingehung einer Verpflichtung zur Vornahme einer Handlung gemäß Nr. 1 bis 8.

Da sämtliche Punkte der Tagesordnung abgehandelt sind, ist die Versammlung demnach geschlossen.

Worüber die vorliegende Urkunde, in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Parteien, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; auf Anfrage der erschienenen Parteien und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Das Dokument wurde den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen, dem Notar durch Name, Vorname, zivilrechtlichen Status und Ansässigkeit bekannt, die besagten Bevollmächtigten der erschienenen Parteien unterzeichneten zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60132. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 12. Februar 2014.

Référence de publication: 2014023451/643.

(140027652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

Classic Sienna S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 184.436.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fourth day of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Christian WIRTH, born on 16 May 1942 in Paris, leader of companies, residing in 1A, rue du Fort Wedell, L-2718 Luxembourg,

represented here by Stéphanie SALIN, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney under private seal,

which power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative acting for the account of the party appeared and the executive notary, will remain attached to the present deed for the purpose of being submitted with it to the formalities of registration.

The party appeared, represented as indicated above, has requested the executive notary to record as follows:

The party appeared requested the executive notary to record as follows:

I. Mr. Christian WIRTH is the sole partner (the Sole Partner) of Classic Sienna LTD, a company incorporated and organised according to the laws of the Bahamas, with registered office in Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, 51, Frederick Street, New Providence, Bahamas, entered in the register of companies of the Bahamas under number 153569 B (the Company).

II. That by special resolutions of the sole partner of the Company and the directors of the Company, on 17 January 2014 and on 28 January 2014, copies of which will remain attached to the present deed, it was decided to transfer the registered office of the Company, its principal place of business and the head office of the Company from the Bahamas to Luxembourg with immediate effect, without the dissolution of the Company, but on the contrary, with full legal and statutory continuation. All the formalities required by the law of the Bahamas for the purpose of giving effect to such decision have been duly accomplished.

III. That it results from the interim accounting situation that the Company on 27 January 2014, and from a valuation certificate of the Company on the 3 February 2014, this very day that the net assets of the Company matches at least the value of the share capital; the copies of the interim accounting situation on 27 January 2014 and of the certificate of assessment, signed ne varietur by the representative of the Sole Partner and the notary, will remain attached to the present deed and deposited at the same time with the Registry.

IV. The agenda of the general meeting is the following:

1. Transfer of the registered office and of the head office of the Company from the Bahamas to Luxembourg with immediate effect without the dissolution of the Company, but on the contrary with the complete legal and statutory continuity;

2. Adoption by the Company of the legal form of a limited liability company, family wealth management company with the name CLASSIC SIENNA S.à r.l. SPF, and acceptance of the Luxembourg nationality ensuing from the transfer of the registered office and of the central administration of the Company to Luxembourg;

3. Approval of the balance sheet of the Company on 27 January 2014;

4. Acknowledgement and, as the case may be, approval of the certificate of assessment dated on 27 January 2014;

5. Determination of the share capital and of the par value per share of the Company;

6. Amendment and complete recasting of the articles of association of the Company for the purpose of putting them into compliance with the Luxembourg laws as a result of the Company becoming a company under Luxembourg law governed by the law on companies subject to the law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the Law) and the law of 11 May 2007 on the Family Wealth Management company (the SPF Law), and in particular adoption of the following corporate purpose:

«The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management, and the realisation of financial assets in the largest sense authorised by the SPF law.

To this end, the Company may carry out all transactions, which are directly or indirectly relating to the acquisition of participations in any enterprises, except transparent companies holding real estate in any form, as well as the administration, the management, and the development of such participations, subject to the Company not interfering in the management of such enterprises within the sense of the SPF law.

In particular, the Company may use its funds for the setting up, the management, the development, and the liquidation of a portfolio composed of all securities and patents of any origin, participate in the start-up and development of all enterprises, except the transparent companies of real estate ownership, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or call option, and in any other way, all securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange, or otherwise, have these securities and patents developed within the largest sense authorised by the SPF Law.

In general, the Company may also carry out any financial or personal transaction, enter all measures to safeguard its rights, and carry out all transactions, which are directly or indirectly relating to their purpose or which promote their development or their continuation.»

7. Acknowledgement of the resignation of the company Ivory Nominees Ltd and Mercury Nominees Ltd from their position of directors of the Company as from the date of the present deed with full discharge for the fulfilment of their term of directors of the Company;

8. Appointment of Mr. Karl LOUARN, Mr. Frédéric MONCEAU, and Mr. Joeri STEEMAN as managers of the Company for an unlimited term;

9. Establishment of the registered office and of the head office of the Company in 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

These facts being stated, the party appeared requests the executive notary to record as follows:

First resolution

The Sole Partner decides to transfer the registered office and the headquarters of the Company from the Bahamas to Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved, but on the contrary with the complete legal and statutory continuity. The Sole Partner declares further that all the formalities required by the laws of the Bahamas for the purpose of giving effect to such a transfer were duly achieved.

Second resolution

The Sole Partner decides that the Company adopts the form of a société à responsabilité limitée (Limited Liability Company), family wealth management company with the name CLASSIC SIENNA S.à r.l. SPF, accepts the Luxembourgish nationality, and will as from the date of the present deed be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and if need be, decides to convert the Company into a limited liability company.

Third resolution

The Sole Partner approves the interim accounting situation of the Company on 27 January 2014, a copy of which will remain appended to the present deed.

Fourth resolution

The Sole Partner notes and, as the case may be, approves the valuation certificate of 27 January 2014 issued by the duly authorised representatives of the Company, the result of which is that the net assets of the Company on that date were at least equal to the amount of the equity indicated in the closing balance sheet and to the minimum share capital required in Luxembourg for a limited liability company.

Fifth resolution

The Sole Partner sets the share capital of the Company to three million Euros (EUR 3,000,000.-), divided into three million (3,000,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1,00) each, all subscribed and fully paid up by the Sole Partner.

Sixth resolution

As a consequence to the foregoing resolutions, the Sole Partner decides to amend and to completely reformulate the articles of association of the Company for the purpose of putting them into compliance with the Law.

The amended articles of association of the Company will have the following content:

« **Art. 1.** There exists a limited liability company governed by the laws relating to such an entity (hereafter the Company), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the Law), and the law of 11 May 2007 on the "family wealth management company» (hereinafter the «SPF LAW»), as well as by the present articles of association (hereinafter the Articles of association).

Art. 2. The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management, and the realisation of financial assets in the largest sense authorised by the SPF law.

To this end, the Company may carry out all transactions, which are directly or indirectly relating to the acquisition of participations in any enterprises, except transparent companies holding real estate in any form, as well as the administration, the management, and the development of such participations, subject to the Company not interfering in the management of such enterprises within the sense of the SPF law

In particular, the Company may use its funds for the setting up, the management, the development, and the liquidation of a portfolio composed of all securities and patents of any origin, participate in the start-up and development of all enterprises, except the transparent companies of real estate ownership, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or call option, and in any other way, all securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange, or otherwise, have these securities and patents developed within the largest sense authorised by the SPF Law.

In general, the Company may also carry out any financial or personal transaction, enter all measures to safeguard its rights, and carry out all transactions, which are directly or indirectly relating to their purpose or which promote their development or their continuation.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited term.

Art. 4. The name of the Company is «CLASSIC SIENNA S.à r.l. SPF».

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other address within the same municipality or in another municipality respectively by a decision of the Sole Manager (such as defined hereunder) or the Board of Managers (such as defined hereunder), or by a resolution of the extraordinary general meeting of the partners, such as required by the applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches in the Grand Duchy of Luxembourg as well as abroad.

Art. 6. The share capital of the Company amounts to three million Euro (EUR 3,000,000.-), divided into 3,000,000 (three million) shares with a face value of one Euro (EUR 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits provided by the Law and the Articles of association.

Art. 7. The share capital may be amended at any time by a decision of the sole partner, or by a resolution of the general meeting of the partners, according to article 16 of the Articles of association.

Art. 8. Each share entitles its holder to a fraction of the assets and profits of the Company, according to article 19.

Art. 9. Towards the Company, the shares are indivisible, so that a sole owner per share only is admitted. The undivided co-owners have to appoint one sole person to represent them with the Company.

Art. 10. Assuming that there is only one partner, the shares held by the latter may be freely transferred.

Assuming that there are several partners, the shares held by each one may only be transferred according to article 189 of the Law.

Art. 11. The Company is not dissolved as a result of the demise, of the suspension of the civil rights, of insolvency or bankruptcy of the sole partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one (hereinafter the Sole Manager) or several managers. If several managers are appointed, they form a board of managers (hereinafter the Board of Managers). The manager(s) does/do not compulsorily have to be partner(s). The manager(s) may be removed from office at any time, with or without ground, by a decision of the partners holding more than half of the share capital.

Art. 13. In the relations with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers has all the powers to act in the name of the Company in all circumstances, and to carry out and approve all acts and transactions according to the corporate purpose of the Company, subject to the respect of the terms of the present article.

All the powers not expressly reserved to the general meeting of the partners by the Law or the Articles of association fall into the competence of the Sole Manager or of the Board of Managers.

Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of two managers.

The Sole Manager, or the Board of Managers, is entitled to delegate certain specific powers to one or several proxies, who do not have to be managers or partners.

Art. 14. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the daily management of the Company to one or several manager(s) or representative(s), and determine the responsibilities and remunerations, as the case may be, of the managers and representatives, the duration of the representation, and any other condition pertinent to such power of attorney.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman cannot be present, a substitute is elected from among the managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary, who does not have to be a manager or a partner.

The Board of Managers convenes as often as the interest of the Company so requires.

The meetings of the Board of Managers are called by the chairman, the secretary, or by two (2) managers at the place indicated in the convening notice.

The Board of Managers may validly deliberate and decide without previous convening notice if all the managers are present or represented.

A manager may represent another manager in the Board of Managers, and a manager may represent several managers.

The Board of managers may only deliberate and decide if a majority of its members is present or represented by proxy, and each decision of the Board of Managers requires the simple majority.

One or several managers may participate in the meetings of the board by telephone conference, or by any other, similar means of communication, which allow all the managers participating in the meeting to understand each other. Such a participation is equivalent to a personal presence in the meeting. The decisions taken may be documented in a single document or in several separate documents with the same content, signed by all the participants.

A decision taken in writing, approved and signed by all the managers, is as effective as a decision taken in a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents with the same content, signed by all the members of the Board of Managers.

The Sole Manager, or the Board of Managers, may decide to pay interim dividends based on an accounting report drawn up by the Sole Manager or the Board of Managers, from which it results that sufficient funds are available for the distribution, it being understood that the funds to be distributed may not exceed the amount of the profits realised since the last fiscal year, increased by the carried forward profits and the distributable reserves, but decreased by carried forward losses and by sums to be carried over to the reserve by virtue of the Law and the Articles of association.

Art. 15. The manager or managers will enter for reason of their duties no personal obligation relating to regularly entered commitments they take in the name of the Company.

Art. 16. The partner(s) carry out all the powers allocated to the general meeting of the partners.

In the case of several partners, each partner may participate in the collective decisions, regardless of the number of shares he owns. Each partner has voting rights relating to the number of shares held. The collective decisions are only validly taken if they are adopted by partners holding more than half of the share capital.

Resolutions, however, which amend the Articles of association, may only be passed by a majority of partners holding at least three thirds of the share capital, according to the requirements of the Law.

Art. 17. The business year starts on the first day of January and ends on the thirty-first December of the same year.

Art. 18. Each year, at the end of the business year, the accounts of the Company are drawn up, and the Sole Manager, or the Board of Managers, prepares an inventory including the indication of the value of the assets and liabilities of the Company.

Any partner may take cognisance of the said inventory and balance sheet at the registered office of the Company.

Art. 19. The surplus of the profit and loss account, after deduction of the costs, charges, amortisations, and reserves, constitutes the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit are allocated to the legal reserve.

Such withdrawals will cease to be compulsory when the legal reserve will have reached ten percent (10%) of the share capital, but will have to be resumed until it is fully rebuilt if at any time and for any reason the reserve fund was broken into.

The balance of the net profit may be distributed to the sole partner, or to the partners, proportionately to their participation in the Company.

Art. 20. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation is carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by the partner(s), who determine(s) their powers and remuneration.

At the time of the dissolution of the Company, any distribution to the partners will be made by applying article 19.

Art. 21. Concerning any matter which is not mentioned in a specific provision of the Articles of association, reference is made to the Law, as well as to the SPF Law. »

Transitory provision

The first business year start on the date of the present deed and ends on December 31, 2014.

Seventh resolution

The Sole Partner notes the resignation of the company Ivory Nominees Ltd and Mercury Nominees Ltd from their position of directors of the Company as from the date of the present deed with full and entire discharge for the carrying out of their directorship of the Company.

Eighth resolution

The Sole Partner decides to appoint as managers of the Company for an unlimited period:

1. Mr. Karl LOUARN, chartered accountant, born on 7 April 1971 in Firminy (France), professionally residing in L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu;

2. Mr. Frédéric MONCEAU, chartered accountant, born on 23 November 1976 in Metz (France), professionally residing in L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu;

2. Mr. Joeri STEEMAN, chartered accountant, born on 11 June 1966 in Wilrijk (Antwerp), Belgium, professionally residing in L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu;

Ninth resolution

The Sole Partner decides to establish the registered office and the central administration of the Company in 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately EUR 7,000.-

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

After the document was read to the representative of the party appeared, the said representative has signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Christian WIRTH, né le 16 mai 1942 à Paris, dirigeant de sociétés, demeurant 1A, rue du Fort Wedell L-2718 Luxembourg,

Ici représenté par Stéphanie SALIN, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La partie comparante requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Monsieur Christian WIRTH est l'associé unique (l'Associé Unique) de Classic Sienna LTD, une société constituée et organisée selon les lois des Bahamas, ayant son siège social à Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, 51 Frederick Street, New Providence, Bahamas, inscrite au registre des sociétés des Bahamas sous le numéro 153569 B (la Société).

II. Que par résolutions spéciales de l'associé unique de la Société et des administrateurs de la Société, en date du 17 janvier 2014 et du 28 janvier 2014; copies desquelles resteront annexées au présent acte, il a été décidé de transférer le siège social de la Société, son principal établissement et l'administration centrale de la Société des Bahamas à Luxembourg, avec effet immédiat, sans dissolution de la Société mais au contraire, avec complète continuation légale et statutaire. Toutes les formalités requises par le droit des Bahamas afin de donner effet à cette décision ont été dûment accomplies.

III. Qu'il ressort de la situation comptable intérimaire de la Société au 27 janvier 2014 et d'un certificat d'évaluation de la Société du 3 février 2014 qu'à ce jour, l'actif net de la Société correspond au moins à la valeur du capital social; les copies de la situation comptable intérimaire au 27 janvier 2014 et du certificat d'évaluation, ayant été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire, resteront annexées au présent acte et seront déposées en même temps auprès de l'administration de l'enregistrement.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société des Bahamas à Luxembourg avec effet immédiat sans que la Société soit dissoute, mais au contraire avec une complète continuité légale et statutaire;

2. Adoption par la Société de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée, société de gestion de patrimoine familial avec la dénomination CLASSIC SIENNA S.à.r.l. SPF et acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert de son siège social et de l'administration centrale de la Société à Luxembourg;

3. Approbation du bilan de la Société au 27 janvier 2014;

4. Reconnaissance et, le cas échéant, approbation du certificat d'évaluation daté du 27 janvier 2014;

5. Détermination du capital social et de la valeur nominale par part sociale de la Société;

6. Modification et refonte complète des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les lois luxembourgeoises, en conséquence de la Société devenant une société de droit luxembourgeois régie par la loi sur les sociétés sous réserve de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi) et de la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial (la Loi SPF) et notamment adoption de l'objet social suivant:

« La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers au sens le plus large autorisé par la loi SPF.

A cette fin, la Société pourra réaliser toute transaction se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toutes entreprises, excepté les sociétés transparentes de détention immobilière, sous quelque forme que ce soit ainsi que l'administration, la gestion et le développement de ces participations, sous réserve que la Société ne s'immisce pas dans la gestion de ces entreprises au sens de la loi SPF.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création et au développement de toutes entreprises, excepté les sociétés transparentes de détention immobilière, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets au sens le plus large autorisé par la Loi SPF.

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière ou personnelle, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à leur objet ou qui favorisent leur développement ou leur continuation. »

7. Reconnaissance de la démission de la société Ivory Nominees Ltd et Mercury Nominees Ltd de leur fonction d'administrateurs de la Société à compter de la date du présent acte avec décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat d'administrateurs de la Société;

8. Nomination de Monsieur Karl LOUARN, Monsieur Frédéric MONCEAU et Monsieur Joeri STEEMAN en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée.

9. Etablissement du siège social et de l'administration centrale de la Société au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Ces faits exposés, la partie comparante prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société des Bahamas à Luxembourg avec effet immédiat sans que la Société soit dissoute, mais au contraire avec une complète continuité légale et statutaire. L'Associé Unique déclare en outre que toutes les formalités requises selon les lois des Bahamas afin de donner effet à un tel transfert, ont été dûment accomplies.

Seconde résolution

L'Associé Unique décide que la Société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée, société de gestion de patrimoine familial avec la dénomination CLASSIC SIENNA S.à.r.l. SPF, accepte la nationalité luxembourgeoise et sera, à compter de la date du présent acte, soumise aux lois du Grand-Duché du Luxembourg et, au besoin, décide de convertir la Société en société à responsabilité limitée.

Troisième résolution

L'Associé Unique approuve la situation comptable intérimaire de la Société au 27 janvier 2014 dont une copie restera annexée au présent acte.

Quatrième résolution

L'Associé Unique prend acte et, le cas échéant, approuve le certificat d'évaluation du 27 janvier 2014 émis par les représentants dûment autorisés de la Société dont il ressort que l'actif net de la Société à cette date était au moins égal au montant des capitaux propres indiqué sur le bilan de clôture et au capital social minimum requis au Luxembourg pour une société à responsabilité limitée.

Cinquième résolution

L'Associé Unique fixe le capital social de la Société à trois millions d'euros (3.000.000.- EUR) divisé en trois millions (3.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier et de reformuler complètement les statuts de la Société afin de les rendre conformes à la Loi.

Les statuts modifiés de la Société auront la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), et de la loi du 11 mai 2007 sur la «société de gestion de patrimoine familial» (ci-après la «Loi SPF») ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers au sens le plus large autorisé par la loi SPF.

A cette fin, la Société pourra réaliser toute transaction se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toutes entreprises, excepté les sociétés transparentes de détention immobilière, sous quelque forme que ce soit ainsi que l'administration, la gestion et le développement de ces participations, sous réserve que la Société ne s'immisce pas dans la gestion de ces entreprises au sens de la loi SPF.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création et au développement de toutes entreprises, excepté les sociétés transparentes de détention immobilière, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets au sens le plus large autorisé par la Loi SPF.

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière ou personnelle, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à leur objet ou qui favorisent leur développement ou leur continuation.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «CLASSIC SIENNA S.à r.l. SPF».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaires des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société s'élève à trois millions d'euros (EUR 3.000.000.-) représenté par 3.000.000 (trois millions) de parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'article 19.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance). Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement

être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 14. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants au lieu indiqué dans la notice de convocation.

Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Le(s) associé(s) exerce(nt) tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'article 19.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi ainsi qu'à la Loi SPF.»

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Septième résolution

L'Associé Unique prend acte de la démission de la société Ivory Nominees Ltd et Mercury Nominees Ltd, de leur fonction d'administrateurs de la Société à compter de la date du présent acte avec décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat d'administrateurs de la Société.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de nommer en tant que gérants de la Société pour une durée illimitée:

1. Monsieur Karl LOUARN, expert-comptable, né à Firminy (France), le 7 avril 1971, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu;

2. Monsieur Frédéric MONCEAU, expert-comptable, né à Metz, France, le 23 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu;

3. Monsieur Joeri STEEMAN, expert-comptable, né à Wilrijk (Anvers), Belgique, le 11 juin 1966, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide d'établir le siège social et l'administration centrale de la Société au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, charges de toute forme qui incombent à la Société en raison du présent acte notarié s'élèvent approximativement à EUR 7.000.-

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. SALIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 février 2014. Relation: LAC/2014/5708. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023239/453.

(140028301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

Discovery Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.431.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh of December.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., a private limited-liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177720, here represented by Mr. Raymond Thill, Maître en droit, having his professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire share capital of Discovery Luxembourg 1 S.à r.l., a private limited-liability company established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175431, incorporated by a deed of the undersigned notary dated 4 February 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 940 of 19 April 2013, and whose articles of association have last been amended by a deed of the undersigned notary dated 30 September 2013, not yet published (the "Company").

II. The Company's share capital is set at one hundred twenty thousand Danish kroner (DKK 120,000) represented by one hundred twenty thousand (120,000) shares, having a nominal value of one Danish krone (DKK 1) each, fully paid-up.

III. The Sole Shareholder then adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the financial year of the Company which shall henceforth start on 1 January and end on 31 December of each year.

As an interim measure, the current financial year of the Company, started on 1 October 2013, shall end on 31 December 2013.

Second resolution

The Sole Shareholder then resolved to amend the articles of association of the Company to reflect the above resolution. Consequently, Article 18, first paragraph of the Company's articles of association, shall be amended to read as follows:

" **Art. 18. Business year.** The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of these resolutions are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, the proxy-holder signed this deed, together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 177720,

ici représentée par Monsieur Raymond Thill, Maître en droit, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique ("l'Associé Unique") détenant toutes les parts représentant la totalité du capital social de Discovery Luxembourg 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du

Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175431, constituée par un acte du notaire instrumentant daté du 4 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 940 du 19 avril 2013, et dont les statuts ont été modifiés dernièrement par un acte du notaire instrumentant daté du 30 septembre 2013, non encore publié (la "Société").

II. Le capital de la Société est fixé à cent vingt mille couronnes danoises (120.000 DKK), représenté par cent vingt mille (120.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'une couronne danoise (1,00 DKK) chacune, entièrement libérées.

III. L'Associé Unique adopte, ensuite, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'exercice social de la Société, qui commencera désormais le premier janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

A titre transitoire, l'exercice social en cours de la Société, commencé le premier octobre 2013, prendra fin le 31 décembre 2013.

Deuxième résolution

l'Associé Unique décide ensuite de modifier les statuts de la Société pour les mettre en concordance avec la résolution qui précède.

En conséquence, l'article 18, premier paragraphe des statuts de la Société est modifié pour se lire désormais comme suit:

" **Art. 18. Exercice social.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année."

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes résolutions à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et de préciser qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 02 janvier 2014. LAC/2014/101. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023261/99.

(140028098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

Discovery Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.439.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh of December.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., a private limited-liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177720,

here represented by Mr. Raymond Thill, Maître en droit, having his professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire share capital of Discovery Luxembourg 4 S.à r.l., a private limited-liability company established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175439, incorporated by a deed of the undersigned notary dated 4 February 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 940 of 19 April 2013, and whose articles of association have last been amended by a deed of the undersigned notary dated 30 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 3251 of 20 December 2013 (the "Company").

II. The Company's share capital is set at one hundred thirty thousand Swedish kronor (SEK 130,000) represented by one hundred thirty thousand (130,000) shares, having a nominal value of one Swedish krona (SEK 1) each, fully paid-up.

III. The Sole Shareholder then adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the financial year of the Company which shall henceforth start on 1 January and end on 31 December of each year.

As an interim measure, the current financial year of the Company, started on 1 October 2013, shall end on 31 December 2013.

Second resolution

The Sole Shareholder then resolved to amend the articles of association of the Company to reflect the above resolution. Consequently, Article 18, first paragraph of the Company's articles of association, shall be amended to read as follows:

" **Art. 18. Financial year.** The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of these resolutions are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person, it is stated that in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, the proxy-holder signed this deed, together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 177720,

ici représentée par Monsieur Raymond Thill, Maître en droit, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique ("l'Associé Unique") détenant toutes les parts représentant la totalité du capital social de Discovery Luxembourg 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175439, constituée par un acte du notaire instrumentant daté du 4 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 943 du 19 avril 2013, et dont les statuts ont été modifiés dernièrement par un acte du notaire instrumentant daté du 30 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 3251 du 20 décembre 2013 (la "Société").

II. Le capital de la Société est fixé à cent trente mille couronnes suédoises (130.000 SEK), représenté par cent trente mille (130.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (1,00 SEK) chacune, entièrement libérées.

III. L'Associé Unique adopte, ensuite, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'exercice social de la Société, qui commencera désormais le premier janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

A titre transitoire, l'exercice social en cours de la Société, commencé le premier octobre 2013, prendra fin le 31 décembre 2013.

Deuxième résolution

l'Associé Unique décide ensuite de modifier les statuts de la Société pour les mettre en concordance avec la résolution qui précède.

En conséquence, l'article 18, premier paragraphe des statuts de la Société est modifié pour se lire désormais comme suit:

" **Art. 18. Exercice social.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année."

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes résolutions à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et de préciser qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 02 janvier 2014. LAC/2014/103. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014023265/100.

(140028096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

IAC Canada Holdings LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 172.320.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of February.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

International Automotive Components Group S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 113.661;

here represented by Ms Lou Venturin, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by IAC Canada Holdings LUX S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 15 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2871 dated 27 November 2012, with registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, with a corporate capital of USD

20,000 and registered with the Luxembourg Company Register under number B 172.320 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have not been amended since the incorporation of the Company.

The appearing party, represented as above stated, in its capacity of sole shareholder of the Company, took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to transfer the registered office of the Company from 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), to 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel (Grand-Duchy of Luxembourg).

Second resolution

The sole shareholder resolved to amend Article 2 paragraph 1 of the articles of association of the Company, in order to reflect the above resolution, which shall from now on read as follows:

" **Art. 2. Registered Office.** The Company has its registered office in the municipality of Niederanven. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre février.

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

International Automotive Components Group S.A., une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.661;

représentée par Madame Lou Venturin, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration qui, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré qu'elle détient actuellement toutes les parts sociales émises par IAC Canada Holdings LUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, par acte de Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 15 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2871 du 27 novembre 2012, ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, ayant un capital social de USD 20.000 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.320 (la "Société"). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, en sa qualité d'associé unique de la Société, a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel (Grand-Duché de Luxembourg).

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé de modifier l'article 2 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de refléter la résolution prise ci-dessus et de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. Siège Social.** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la commune mentionnée ci-dessus."

45024

Coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Le notaire instrumentant, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Venturin, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 février 2014. Relation: LAC/2014/5652. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (singé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 février 2014.

Référence de publication: 2014023424/87.

(140027977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2014.

TD Bank International, TD Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 78.729.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014025004/10.

(140029772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Specialized Investment Management Sicav - SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.171.

Extrait des Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 Janvier 2014

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 27 Janvier 2014, que Messieurs Christian Zugel, Michael Szymanski et Jérôme Wigny ont été réélus en leur qualité d'administrateur de la Société pour une période d'un an se terminant lors de l'assemblée générale se tenant en 2015.

Deloitte Audit S.à r.l. a été réélu en sa qualité de réviseur d'entreprise de la Société pour une période d'un an se terminant lors de l'assemblée générale se tenant en 2015.

Les adresses professionnelles des administrateurs sont les suivantes à partir du 1^{er} Octobre 2013:

Christian Zugel, 2 Bridge Avenue, suite 322, Red Bank, 07701 New Jersey, USA. Michael Szymanski, 2 Bridge Avenue, suite 322, Red Bank, 07701 New Jersey, USA. Jérôme Wigny, 2 place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 February 2014.

Pour Specialized Investment Management SICAV-SIF

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

2-4 rue Eugène Ruppert / Vertigo Building - Polaris

L-2453 Luxembourg

Andrea Schless / Mohamed Aih

- / Vice Président

Référence de publication: 2014025091/25.

(140029703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.
